

Sur 7,226 accusés jugés en 1843, 3,719 étaient complètement illettrés. C'est plus de la 1/2 (0,51); 2,316 (0,32) savaient lire et écrire imparfaitement; 955 (0,13) possédaient ces conditions de manière à en pouvoir tirer parti; enfin 236 (un peu plus de 3 centièmes) avaient reçu une instruction supérieure.

Sur 5,397 accusations soumises en 1843 à l'appréciation du jury, 2,811 (0,52) ont été entièrement admises, 2,052 à l'égard de tous les accusés qu'elles comprenaient et 292 à l'égard de quelques-uns seulement de ces accusés; 1,173 accusations (0,22) n'ont été annulées par le jury qu'en partie pour 543. Le retranchement de quelques-unes de ces circonstances aggravantes a rendu les accusés passibles d'une peine infamante d'un degré inférieur à celle qu'en entraînaient les crimes qualifiés par l'acte d'accusation; à l'égard des 630 autres, toutes les circonstances aggravantes ont été écartées par le jury, et les cours d'assises n'ont eu à punir que de simples délits; enfin, 1,810 accusations (0,36) ont été entièrement rejetées.

2,224 accusés ont été acquittés et 4,858 condamnés, savoir: 50 à la peine de mort, 196 aux travaux forcés à perpétuité, 929 aux travaux forcés à temps, et 905 à la réclusion, 1 à la dégradation civique, 2,767 à l'emprisonnement et 10 à l'amende seulement; enfin, 39 enfants de moins de 16 ans ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, 13 ont été remis à leurs parents et 26 envoyés dans des maisons d'éducation correctionnelle pour y être élevés. Sur les condamnés à mort, 33 ont été exécutés, un s'est suicidé sans attendre son pourvoi, les 16 autres ont obtenu de la clémence du Roi la commutation de leur peine en celle des travaux forcés à perpétuité.

Des circonstances atténuantes ont été admises par le jury en 1843 en faveur de 2,855 des 4,120 accusés qu'il a reconnus coupables de crimes.

Les cours d'assises ont eu à statuer sans l'assistance du jury, sur le sort de 505 accusés qui avaient réussi à se soustraire aux recherches de la justice, 43 ont été condamnés à mort, 261 aux travaux forcés à perpétuité, 165 à la réclusion, 11 à l'emprisonnement.

Les 5,394 accusations jugées en 1843, comprenaient 1,007 femmes; il y avait dans ce nombre, 4,921 vols consommés, et 348 tentatives.

Le nombre des délits politiques et de la presse déférés aux cours d'assises, diminue chaque année. Il en avait été jugé 65 en 1841, et 46 en 1842 et 1843; le jury n'a eu à statuer que sur 29 affaires de ce genre comprenant 46 prévenus; 15 de ces prévenus étaient poursuivis pour délits politiques, 22 pour délits de presse non périodique, et 9 pour délits de presse périodique. Les cours d'assises ont acquitté 36 prévenus et condamné 10; savoir: 1 à l'amende seulement; 8 à moins d'un an d'emprisonnement, et 1 à plus d'un an de la même peine; les tiers des prévenus de délits politiques et de la presse jugés en 1843, l'a été par la cour d'assises de la Seine.

Les tribunaux correctionnels avaient statué sur 145,888 affaires, comprenant 193,529 prévenus en 1842.

En 1843, ils ont jugé 152,029 affaires et 199,316 prévenus.

Les cours royales et les tribunaux d'appel ont été saisis en 1843, de 7,443 appels en matière correc-

tionnelle. Ces appels intéressaient 9,652 prévenus; les 3/5^{es} des jugements de 1^{re} instance ont été confirmés.

Le nombre des accusés en récidive a été en 1843, de 1814 pour les cours d'assises et de 15,471 pour les tribunaux correctionnels.

De 1830 à 1839, il est sorti 6,851 forçats des 3 bagnes de Brest, de Rochefort et Toulon; 1,753 ont été poursuivis et jugés de nouveau dans les 5 ans qui ont suivi leur libération. Il est sorti 54,192 libérés des maisons centrales. 45,881, plus de 29 sur 100, ont été repris dans le même délai.

Les tribunaux de simple police au nombre de 2,680, ont prononcé 192,282 jugements en 1843, savoir: 153,888 jugements contradictoires et 38,394 jugements par défaut.

186,168 jugements ont été rendus à la requête du ministère public et 6,114 à la requête des parties intéressées.

Les juges d'instruction ont eu à donner leurs soins à 68,207 affaires, les chambres d'accusation ont statué sur 7,312 affaires, elle ont rendu 5,648 arrêts de renvoi aux assises, 199 arrêts de renvoi en police correctionnelle.

Il y a eu 56,408 individus arrêtés et détenus préventivement. Il n'y en avait que 51,263 en 1842, 15,399 ont été rendus à la liberté après une courte détention, 33,777 ont été renvoyés devant les tribunaux de police correctionnelle et 7,232 devant les cours d'assises, 6,341 ont été acquittés, 16,344 ont été détenus pendant un mois, 2,818 de 1 à 2 mois, 1,047 de 2 à 3 mois, 1,425 de 3 à 6 mois, 356 de 6 mois et plus.

Des poursuites ont été dirigées contre 24 fonctionnaires ou agents du gouvernement, 11 ont été déchargés des poursuites, 10 ont été acquittés et les 8 autres condamnés, savoir: 8 à un an ou plus d'emprisonnement, 5 à moins d'un an et 5 à l'amende seulement; le nombre des suicides constatés en 1843 a été de 3,020.



Un bateau à vapeur de la Compagnie Valéry frères partira de Bastia pour Ajaccio le 3 mai prochain, à 6 heures du matin, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 4 au matin.

Il repartira pour Bastia le 5 au soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

Un autre bateau à vapeur de la Compagnie Valéry frères, partira pour Portoferraio (le d'Elbe) le 26 à 9 heures du soir, et repartira de Portoferraio pour Bastia, le 29 au matin.

Le prix des places est fixé à 16 fr. aller et retour.

Librairie Fabiani.

DICTIONNAIRE UNIVERSEL

GÉOGRAPHIE MODERNE

ou
DESCRIPTION PHYSIQUE, POLITIQUE ET HISTORIQUE
DE TOUTS LES LIEUX DE LA TERRE ACCOMPAGNE
DE 50 CARTES COLORIÉES

Par

A. M. PERROT et M^{re} A. ARAGON.

2 vol. grands in-8^o rel. au lieu de 25 fr. 15 fr.

EN VENTE.

IL MESE DI MARIA

OSSIA

IL MESE DI MAGGIO

CONSCRATO

A MARIA SANTISSIMA,

Collesercizio di varj Bori di Virtù;

Del P. ALFONSO MUZZARELLI.

Editione fatta per la Corsica, dietro le multiplicità richieste da' Diretti di Maria.

Trovasi in Ajaccio, dal Sig. Abate Spinosi;
— Corte dal Sig. Curato.
— Isola-Rossa Idem.
— Calvi dal Sig. Rettore Graziani.
— Sartene dal Sig. Ferrand.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

NAPLES 17 avril, balancelle St-Henri, sicilien, de 49 tx, c. Mattareso, lest.

DE LA PLAGE 19 id. brick-goël. français de 63 tx, c. Alfonsi, charbon.

LIVOURNE 20 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 55 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE 20 id. brick-goël. Assomption, français, de 60 tx, c. Gentile, blé.

LIVOURNE 20 id. brick-goël. la Corse, français, de 49 tx, c. Bonelli, blé.

LIVOURNE 20 id. mistick Conception, français, de 30 tx, c. Thiers, blé.

LIVOURNE 20 id. mistick Assomption, français, de 29 tx, c. Stalle, lieutenant de vaisseau.

DE LA PLAGE 21 id. tartane F. Étienne, français, de 55 tx, c. Guaitella, charbon.

TOULON 21 id. bat. à vap. de l'État Antilope, français, de 55 tx, c. Guaitella, charbon.

TOULON 22 id. tartane Luxor, français, de 55 tx, c. Gimelli, vin et plâtre.

DE LA PLAGE 23 id. mistick Miséricorde, français, de 44 tx, c. Vedrin, charbon.

MARSEILLE 23 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, dépêches et passagers.

MARSEILLE 24 id. brick Valéry-Jean, français, de 420 tx, c. Sciacalaga, diverses.

DÉPARTS.

LIVOURNE 17 avril bat. à vap. Télégraphe, français, de 55 tx, c. Lota, passagers.

MARSEILLE 18 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, dépêches et passagers.

A LA PLAGE 18 id. tartane St-Jacques-André, français, de 45 tx, c. Yassier, lest.

A LA PLAGE 18 id. brick-goël. Conception, français, de 40 tx, c. Marini, lest.

A LA PLAGE 18 id. brick-goël. Assomption, français, de 60 tx, c. Oliva, lest.

PORTO-TORRE 18 id. mistick St-V. Ferreri, français, de 30 tx, c. Battistini, planches.

MARSEILLE 19 id. bombarde J^e Octavie, français, de 70 tx, c. Bocognano, bois.

NAPLES 19 id. balancelle St-Henri, sicilien, de 49 tx, c. Mattareso, anguilles.

FUMICINO 19 id. brick-goël. St-Antoine, français, de 48 tx, c. Mecolin, lest.

A LA PLAGE 19 id. chasse-marée, Amélie, français, de 56 tx, c. Bonelli, lest.

A LA PLAGE 19 id. mistick Pipi, français, de 29 tx, c. Guaitella, briques.

MARSEILLE 20 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses et passagers.

A LA PLAGE 21 id. brick, général Sebastiani, français, de 119 tx, c. Valzi, lest.

LIVOURNE 22 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 55 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE 23 id. goël. St-Joseph, français, de 38 tx, c. Gabrielli, garance.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

JEUDI 1^{er} MAI 1845.

N^o 18.

XII^e ANNÉE.

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au Bureau du Journal, rue des Jémites.
A Paris, à l'Office-Correspondance de La-Journee et Co, Rue Notre-Dame des Victoires 46. (Place de la Bourse) entrée par la rue Brochant, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

Une des lois de douanes, votées dernièrement par la Chambre des députés, a créé en faveur de la navigation sarde des privilèges exorbitants, qui menacent directement la marine française et surtout celle de notre département, si directement intéressé dans les communications entre le continent et notre île. La navigation sarde, si elle est établie sur le même pied que la navigation française, écrasera infailliblement cette dernière, puisque la construction des navires en Sardaigne est plus économique, en même temps que les frais d'exploitation sont de beaucoup inférieurs à ceux de notre pays. On le voit donc, il n'y a plus égalité de lutte et la concurrence est tout à l'avantage de l'étranger. C'est contre la situation mauvaise que fait à notre marine cette loi nouvelle, qu'une pétition vient d'être adressée, par les négociants armateurs et marins de notre ville, à la Chambre des Pairs qui doit discuter prochainement ce projet de loi. Nous ne saurions trop donner de publicité à cette pièce et nous croyons devoir la reproduire ici, sans lui rien enlever de la convenance et de la solidité des raisonnements sur lesquels elle s'appuie, pour obtenir des modifications qui nous semblent si raisonnablement présentées. Voici donc le texte de cette pétition: nous souhaitons vivement qu'elle soit accueillie.

A Messieurs les Membres de la Chambre des Pairs.

MESSIEURS LES PAIRS,

C'est avec un sentiment de vive alarme que le Commerce de la ville de Bastia, qui peut même parler ici au nom de celui de la Corse tout entière, a vu les dispositions des traités avec la Sardaigne des 28 août et 12 octobre 1843 et de l'art. 1^{er} de la loi sur les douanes qui vient de voter la Chambre des Députés et qui doit être soumise à votre adoption.

En effet, ces dispositions du traité reproduites par la loi, qui placent les navires sardes dans tous les ports de la France, soit à leur entrée, soit pendant leur séjour, soit à leur sortie, pour tous les droits de tonnage, de pilotage, de balisage etc., sur le même pied que les bâtiments nationaux, consacrent, par une pareille mesure, la ruine certaine de notre marine marchande.

Les navires sardes, on le sait, peuvent naviguer avec des nolis excessivement inférieurs aux nôtres. Les causes de cette circonstance résultent principalement 1^{re} de ce que la main d'œuvre et les matériaux pour la construction coûtent, en Sardaigne, beaucoup moins

qu'en France; 2^e de ce que les marins sardes étant proportionnellement dans un beaucoup plus grand nombre que les marins français, les salaires qu'on leur paie sont moindres de moitié. En cet état, il est évident qu'avec le pied de l'égalité des droits, il sera impossible à nos bâtiments de lutter contre les bâtiments sardes pour les transports entre les ports français et les ports étrangers. Notre marine, que la différence des droits dans nos ports ne protégera plus, en perdant ce moyen de rétablir en sa faveur la balance des nolis, aura dans la marine sarde une rivale toute puissante qui s'emparera en entier de notre navigation internationale. Les négociants français nolisent eux-mêmes de préférence les navires sardes, parce qu'ils les obtiendront à de meilleurs prix et les nôtres devront s'apprêter à chômer sur leurs ancres.

Mais tandis que la France va ouvrir ainsi tous ses ports avec parité de droits aux bâtiments sardes, quels sont les ports que la Sardaigne, pour baser une juste réciprocité, va ouvrir aux bâtiments français? Gênes, Nice, Cagliari et quelques autres ports insignifiants, voilà tout ce que la Sardaigne peut nous offrir, alors que nous lui présentons sur les deux mers des ports sans nombre. Assurément les enjeux ne sont pas les mêmes, et la stipulation de l'égalité nous rend dupes.

On s'est fondé, il est vrai, sur ce que le traité assure, dit-on, des avantages à notre commerce de librairie à l'étranger, attendu que la Sardaigne s'engage à prohiber dans ses États les contrefaçons de nos œuvres littéraires. Mais, d'une part, si les contrefaçons sont expulées de la Sardaigne, quelle garantie valable a-t-on qu'elles ne se réfugient pas ailleurs? Et d'une autre, l'intérêt de la librairie, c'est-à-dire d'une branche unique de notre commerce et seulement pour ses spéculations à l'étranger, peut-il contrebalancer un intérêt aussi grave, aussi général que celui de notre marine marchande, qui, du reste, est la pépinière de la marine royale, et que, pourtant, le traité va si impitoyablement sacrifier!

La Corse, en particulier, à cause de sa proximité des États Sardes, va se voir envahir infailliblement par les navires de cette nation. L'importation des minerais de l'île d'Elbe, dont se fournissent les usines métallurgiques existant ici, et qui doit devenir de plus en plus active parce que d'autres usines vont s'établir, les autres importations et les exportations qui ont lieu entre les ports de la Corse et ceux de l'Italie surtout avec Livourne, tous les transports maritimes, en

un mot, qui s'opèrent de ce côté, vont être faits exclusivement par les navires sardes; et nos navires, nos armateurs, nos marins vont être ruinés sans rémission, car, si la marine des autres parties de la France a d'autres avantages, celle de la Corse n'a absolument de ressources que dans le cabotage avec les ports italiens, qui lui serait entièrement ravi.

Un résultat aussi funeste devra nécessairement, Messieurs les Pairs, fixer l'attention de Vos Seigneuries, et c'est à votre sagesse qu'il appartient de le conjurer.

Que si le Gouvernement croit convenable à la politique de la France le traité qu'il a passé avec la Sardaigne, soit, nous respectons ses vues et ses actes. Mais, de même que le traité a subi à la Chambre des Députés un amendement qui en a fixé rigoureusement la durée à quatre ans, que Vos Seigneuries, en s'occupant de ce traité à l'occasion de la loi qui va vous être soumise sur les douanes, préviennent, en partie au moins par un autre amendement, les redoutables inconvénients de la parité des droits, en étendant l'exception qui existe au traité pour le cabotage des ports français entre eux, au cabotage entre les ports français et les ports étrangers, et en l'appliquant dans tous les cas par une disposition spéciale au cabotage entre les ports de la Corse et les ports de la Sardaigne et de toute la péninsule italienne. Cette exception pourra, par le maintien du *statu quo* actuel, conserver alors notre cabotage international aux navires de notre île et empêcher l'anéantissement, autrement inévitable, de notre marine marchande.

Nous nous confions à votre haute prudence et à toute la sollicitude de vos sentiments nationaux, ainsi qu'à votre bienveillance particulière pour les intérêts de notre département; et nous sommes avec le plus profond respect, etc.

Les négociants, armateurs et marins de la Ville de Bastia.
(Sont les signatures.)

Bastia, le 22 Avril 1845.

Les intérêts de l'agriculture, au sujet de l'importation du sésame, dont nous avons parlé, sont vivement défendus en France. Nous lisons à ce sujet dans le *Mémorial d'Aix* ce qui suit:

« Les délégués des sociétés d'agriculture, des propriétaires, cultivateurs et commerçants des arrondissements de Lille, Arras, Valenciennes et Cambrai se sont réunis le 15 de ce mois, à l'effet de se concerter sur les moyens de combattre les prétentions de quelques fabricants de Marseille, qui voudraient,



L'INSULAIRE FRANÇAIS.

qu'aux dépens de l'agriculture, le sésame ne fût frappé que d'un droit insignifiant. »

Raison de plus pour la chambre de commerce de Bastia d'agir : plus les réclamations seront nombreuses, mieux la chambre des pairs sera disposée à satisfaire aux réclamations présentées.

Il paraît certain que le vœux exprimé depuis longtemps relativement au traitement des juges de paix s'accomplira enfin et que désormais ces magistrats jouiront d'un traitement en rapport avec leur position. M. le Ministre de la justice l'a annoncé lors de l'ouverture de la session et l'on assure que le projet de loi porte à 1,500 fr. le traitement des juges de paix des villes et à 1,200 fr. celui des juges de paix des cantons ruraux.

Quelque avantageux que soit pour MM. les juges de paix l'accroissement qu'on se propose de leur accorder, il n'en serait pas de même pour les greffiers des justices de paix si l'on persistait à ne leur accorder que le tiers du traitement des juges ; car si, d'une part, on leur alloue 133 fr. 33 c. en sus de ce qu'ils perçoivent présentement, on leur enlève, de l'autre, une somme à peu près égale sur leurs émoluments.

Or la position actuelle des greffiers des justices de paix est loin d'être heureuse, puisque le produit annuel de leur office, y compris le traitement ne s'élève, terme moyen, qu'à 5 à 700 fr. ce qui est réellement insuffisant pour subvenir aux besoins de la plus modeste famille ; il est donc à désirer que ces fonctionnaires publics soient tirés de l'état précaire dans lequel ils gémissent depuis la loi organique de 1791 sans que le gouvernement, qui depuis cette époque a, à diverses reprises augmenté le traitement de tous les autres employés, ait jamais songé à améliorer le sort de cette classe de fonctionnaires les plus méconnaissables.

Se pourrait-il qu'ils fussent encore oubliés ? Nous ne voulons pas même le supposer, mais nous devons le dire, la loi du 9 juin 1799 qui n'accorde aux greffiers de paix que le tiers du traitement des juges ne saurait être maintenue sans une trop criante partialité, car les greffiers des Cours royales et des Tribunaux de première instance, qui ont droit à de forts émoluments, ne jouissent-ils pas d'un traitement à peu près égal, les uns à celui d'un Conseiller, les autres à celui d'un juge du tribunal dont ils font partie intégrante ? Aussi la même base devrait être adoptée pour les greffiers des justices de paix et elle existerait si on allouait à ces derniers les deux tiers du traitement accordé aux juges de paix.

Cette nouvelle fixation serait à notre avis d'autant plus paternelle que les greffiers des Cours royales et des Tribunaux de première instance ont des commis greffiers aux appointements de 1,000 fr. et de 750 fr. tandis que les greffiers des justices de paix sont obligés de payer de leurs deniers personnels les commis greffiers qu'ils sont dans la nécessité de s'adjoindre non seulement dans le cas de maladie ou d'absence, mais encore, et dans certains cantons ruraux, en raison des travaux par trop considérables de la tenue du greffe.

Le mois de mai sera remarquable par le nombre insinué de phénomènes astronomiques importants

qui doivent se produire pendant sa durée. Ainsi le 6 aura lieu une éclipse de soleil ; le 8 un passage de Mercure sur le même astre ; le 8 encore, passage de la lune sur l'étoile α d'Orion ; enfin, le 21, une éclipse totale de lune. Tous ces phénomènes, excepté celui du 21, seront visibles en France.

Le *Journal de la Corse* annonce dans son dernier N° que MM. Peclas et Gaillard, inspecteurs généraux de l'Université, sont arrivés à Ajaccio par le paquebot de samedi dernier.

Nouvelles Diverses.

— Le bruit s'est répandu hier à la chambre, avant l'ouverture de la séance, que M. le ministre des affaires étrangères avait été frappé, le matin, d'une grave indisposition. On disait qu'un calcul s'étant détaché du foie, était tombé dans le tube intestinal, et avait produit les plus grands désordres dans l'organisation.

Des informations très précises nous confirment la vérité du fait matériel et nous permettent d'enlever à ce bruit toute sa gravité. M. Guizot a subi une crise de souffrances très aiguës, mais de peu de durée. Il a été mis dans un bain et on lui a fait une application de sangsues. On peut assurer que cette indisposition n'aura pas de suites fâcheuses et sera promptement dissipée.

— La chambre des députés a adopté, dans sa séance du 29 avril, à la majorité de 207 voix contre 35 le projet de loi relatif aux caisses d'épargne.

En résumé, la loi se réduit à ceci : maximum du versement par semaine 300 fr., maximum du versement absolu 1,500 fr. pouvant s'élever à 2,000 avec la capitalisation des intérêts, remboursements dix jours après la demande ; autorisation donnée au ministre des finances de passer un article de complaisance pour transférer, sans frais, au compte de la caisse des dépôts et consignations et au nom de la caisse d'épargne les 100 millions restant de l'emprunt de 150 millions de 1841.

Voilà en substance quelle est la loi que vient de voter la chambre des députés et qui est si importante pour la classe ouvrière.

— La chambre a pris en considération la proposition de M. Desmousseaux de Givré, tendant à rendre obligatoire la perception au poids du droit d'octroi sur les bestiaux à l'entrée des villes. On sait qu'une ordonnance de 1830 rendait cette perception facultative, et que plusieurs localités la font par tête, aux termes d'une ordonnance de 1814.

— Le *Moniteur* contient dans sa partie officielle cinq ordonnances en vertu desquelles sont élevés à la pairie :

Le duc de Valencay, membre d'un conseil général. Le lieutenant-général comte Rodolphe de Latour-Maubourg.

Le comte de Tilly (Adjutor), ancien député. Le baron de Bois-le-Comte ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. de Kerbertin, ancien député, premier président de la cour royale de Rennes.

— Il paraît certain que le nombre total des nouveaux pairs que le ministère se propose de nommer,

s'élèvera à 35 en y comprenant les 10 qui ont déjà été admis à siéger au palais de Luxembourg.

— Le nombre des pairs qui ont été créés par le ministère du 29 octobre s'élève à 41.

— La santé de M. le ministre des affaires étrangères s'améliore sensiblement, néanmoins les médecins lui ont conseillé pendant plusieurs jours un repos absolu.

— Après la clôture de la session, M. le ministre des affaires étrangères ira, dit-on, passer un mois au château de St-Amand, chez le président du conseil et sous le ciel du midi.

— La Chambre des Députés a adopté, à la majorité de 202 voix contre 86, la proposition relative à la conversion des rentes. C'est l'amendement de la commission qui a prévalu quant au chiffre de la rente nouvelle : le gouvernement est autorisé à effectuer le remboursement des rentes 5 p. 0/0 à raison de 100 fr. pour chaque 5 fr. de rente, ou à en opérer la conversion en nouvelles rentes 4 et demi p. 0/0. Ce nouveau fond sera garanti contre toute conversion ou réduction nouvelle pendant dix ans.

— Le ministère anglais vient de l'emporter à la chambre des communes sur la question relative aux séminaires catholiques d'Irlande. Mais cette fois c'est l'opposition qui lui a fourni son appui. Sans elle il aurait été en minorité de 16 voix, tandis que la deuxième lecture du bill a passé à une majorité de 167 voix. Un certain nombre de Tories qui avaient combattu la mesure ont cependant voté pour. Ainsi, voilà cette grande affaire qui agite si violemment les journaux et les partis, qui paraît devoir se terminer à la satisfaction du chef du cabinet anglais.

— Nous lisons dans la *Gazette de Silésie*, sous la rubrique de Breslau, 11 avril :

« Les états de Prusse, de Posen, de Silésie et du Rhin se sont prononcés en faveur des pétitions pour la liberté de la presse, soit à l'unanimité, soit à une grande majorité. »

— On écrit d'Alger au *Toulonnais* :

« Toutes les nouvelles qui arrivent du Maroc sont d'accord sur un point, c'est que l'anarchie la plus complète règne dans ce pays. On ne peut pas circuler dans l'intérieur de l'empire, et la sécurité est même gravement compromise sur la côte. L'agitation gagne de proche en proche et tout fait craindre un prochain bouleversement. On dit l'empereur à Fes, d'où il ne pourrait sortir sans courir des dangers, tant l'irritation est grande dans les tribus. Le bruit a couru aussi que le prince envoyé avec des troupes contre Abd-el-Kader avait été contraint de s'enfermer dans la ville de Maroc. Il est certain que ces bruits n'ont rien d'officiel ; mais il n'en est pas moins vrai que la situation du Maroc est extrêmement critique, et que l'on doit s'attendre à voir surgir de ce côté des événements dont il serait difficile quant à présent de calculer la portée. »

— Ainsi que l'annonçait M. le maréchal lors de son retour de France, des mouvements de concentration sur le Sud, opérés par les troupes des provinces d'Oran, de Tittery et de Constantine, vont avoir lieu. Le général Marey, commandant la province de Tittery doit être en marche, pour cette expédition. Les zouaves, un bataillon du 33^e, deux escadrons de spahis, et un détachement d'artillerie forment la pe-

tite armée avec laquelle le général Marey doit visiter le désert.

Le 1^{er} bataillon du 33^e sous le commandement de M. Carboia a pris l'avance en se dirigeant vers Boghar.

Le 29 mars dans la matinée, une partie de l'hôpital militaire s'est écroulée, on a eu à déplorer la perte d'un soldat de la légion étrangère et d'un infirmier.

M. Coste, qui avait obtenu l'autorisation de monter des diligences faisant le service des postes, s'est suicidé la nuit dernière en se coupant la gorge avec un rasoir. On ne saurait à quoi attribuer ce malheureux événement.

— Nous lisons dans une lettre particulière d'Alger :

L'expédition de la Kabylie est décidément retardée. Deux bataillons du 6^e léger qui devaient faire partie de la division de Constantine, sont embarqués pour Oran, Abd-el-Kader remuant les populations de l'ouest.

La division de Constantine sous les ordres du général Bédau commandant la province, composée de 9 bataillons pris dans les 31^e, 2^e, 23^e, 61^e de ligne, 19^e légion et légion étrangère, du 3^e de chasseurs d'Afrique, des spahis et de l'artillerie de montagne, se mettra en mouvement le 26 avril pour faire l'expédition des Aurès, pays où s'est réfugié l'ex-bey de Constantine Achmet ; se sont les Aurès, qui, de concert avec les Ouled-Sultan, ont attaqué l'année dernière le camp de Bathena.

Les Ouled-Sultan ont fait leur soumission au duc d'Aumale après la prise de Biscara. Il reste dans la province cette tribu dans les Monts Aurès, qui dans un mois sera anéantie ou soumise.

— On lit dans la *Constitutionnel* :

« Le bill de Maynooth continue à préoccuper toute l'Angleterre ; c'est le thème de tous les journaux, le sujet de toutes les conversations ; les pétitions et les meetings se succèdent sans relâche. L'agitation qui règne en Angleterre commence à avoir son contre-coup en Irlande, et déjà O'Connell, en rendant hommage aux intentions de Robert Peel, a protesté avec une certaine amertume contre les attaques dirigées sans cesse par les agitateurs anglais contre le catholicisme et contre l'Irlande. D'un jour à l'autre, O'Connell peut faire du bill de Maynooth une question nationale, et transformer le débat actuel en une lutte entre l'Angleterre et l'Irlande ; mais il se gardera sans doute d'envenimer ainsi la querelle, car ce serait donner à l'agitation religieuse dans les deux pays une impulsion et des proportions si grandes, que non-seulement la mesure elle-même, mais la tranquillité des trois-royaumes en seraient gravement compromises. »

« Les journaux qui soutiennent habituellement le cabinet se sont tournés contre lui et l'attaquent avec une extrême vivacité. »

« Les débats des derniers jours ont offert plus d'un incident singulier, et montrent jusqu'à quel point la question préoccupe tous les esprits en Angleterre et quelle division elle a jeté non-seulement dans les parties politiques, mais dans toutes les réunions et jusque dans les familles. L'ancien ministre, duc de New-Castle, qui avait renoncé depuis longtemps à la politique, a cru devoir sortir de son repos et rompre le silence pour combattre le bill de Maynooth, de même qu'il avait été autrefois infatigable et dernier

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

adversaire de l'émancipation. Lorsque la défection de M. Gladstone a eu détruit le dernier espoir des ultra-Tories, le vieux duc a publié une adresse au peuple, qui respire le fanatisme le plus ardent. Le même jour, son fils, le comte de Lincoln, prenait ouvertement la défense du bill. Le comte de Roden est également un adversaire déclaré de toute concession à l'Irlande et au papisme ; son héritier, lord Jocelyn, a pris dans les communes la défense du bill. »

— Nous extrayons d'une lettre de Macao les détails suivants :

« Au mois d'août dernier, la frégate du roi la *Syrène* n'avait pas encore mouillé à Macao que M. de Lagrené recevait de M. Davi, ministre plénipotentiaire de S. M. britannique, gouverneur et commandant en chef de Hong-Kong, une lettre empreinte d'une bienveillance affectueuse, par laquelle, cet envoyé, inspiré, disait-il, par les relations de parfaite amitié qui unissent les deux couronnes de France et d'Angleterre, offrait à notre industrie ses bons offices et lui annonçait l'envoi d'une collection complète de documents originaux sur les traités et les conventions de commerce aujourd'hui en vigueur entre la Grande-Bretagne et la Chine. Cette communication seule était la marque d'une confiance également honorable pour le gouvernement du Roi et pour celui de S. M. britannique. »

« Une pensée vraiment grande dirige en Chine la conduite du gouvernement de S. M. britannique. »

« D'après les instructions de mon gouvernement, dit M. Davi, je regarderai comme une chose très favorable aux intérêts de la Grande-Bretagne et de toutes les nations de l'Occident, de voir la Chine amenée dans la sphère de la civilisation européenne, et une communication sans entrave remplacer peu à peu le système d'exclusion qui a prévalu jusqu'ici. »

« La même lettre porte que l'ambassade française continue à être fêtée par les chinois. La circonstance la plus intéressante d'une fête donnée à ses hôtes par Pan-Lo-Chen, fut une représentation théâtrale composée de drames et de comédies, ayant pour sujet l'histoire des anciennes dynasties. Cette représentation entremêlée de combats, de danses, de musique, dura presque autant qu'un opéra en 5 actes, à l'académie royale de musique, c'est-à-dire, plus de trois heures. Il était plus de minuit quand M. et M^{me} Lagrené et les personnes qui les accompagnaient remontrèrent sur leur jonque marine, et retournèrent à Canton par l'immense rivière au milieu des bateaux de fleurs et des embarcations de toutes formes et de toute grandeur qui s'y croisent jour et nuit. »

« Un des plus grands plaisirs que l'on fit à Pan-Lo-Chen fut le don d'un daguerrotypie, dont M. Natalis Rondot, un des délégués du commerce, pouvait disposer. M. de Lagrené, de son côté, offrit à Ki-Ing l'inévitable tabatière, et le ministre de France reçut, à son tour, en échange, une tabatière, mais une tabatière en jais sculpté, puis quelques caisses de thé et de confiture, et 20 rouleaux de soieries. Pan-Lo-Chen, le magnifique, trancha sur cette uniformité en offrant à M. de Lagrené un exemplaire de l'*Encyclopédie Chinoise* en 180 volumes et 2 tableaux en tissu de soie d'un travail admirable, dont l'exécution remonte jusqu'au temps de la dynastie de Ming. »

« Enfin, M. le ministre de France de retour à Macao, envoya aussitôt à Ki-Ing son portrait, peint par le premier artiste chinois de cette ville. »

— Il existe dans le Sahara des villes où règnent encore des mœurs patriarcales. On cite sept villes assez rapprochées les unes des autres et embellies par des oasis où se trouvent en grande quantité des dattiers et d'autres arbres : ces villes se nomment Ghadafel Melik-ka, Boun-Horha, Beni-Hisguem, Lathaoof, Breheim, Lhégrara. Le vieillard, dans cette espèce de paradis placé dans le désert, est toujours écouté avec respect ; ses paroles sont sacrées. Deux tribunaux sont institués, l'un, tribunal de simple police ; l'autre, tribunal supérieur. Les coups donnés, un soufflet notamment, sont jugés par trois Hakems, qui selon la gravité des faits, condamnent à une amende dont le minimum est un boudjou (1 fr. 60 c.). Rarement appartient aux Hakems le droit de faire donner des coups de bâton. Ces corps, au reste, ne doivent jamais dépasser le nombre de quatre-vingts,

même lorsqu'ils sont ordonnés par le tribunal suprême, car les habitants de ces villes disent que le Koran en défend un nombre plus considérable. Les affaires purement civiles, les coups de poignard, les cas de mort occasionnés par malveillance sont jugés par douze notables qui ont leur tribunal auprès de la mosquée. Ils sont seuls compétents pour prononcer sur les vols, les coups de poignard, et sur les affaires civiles. Le vol est puni par des coups de bâton ou par une amende de trois dourous ; le coup de poignard se rachète par vingt-cinq boudjous (44 fr.) ; mais le voleur et celui qui s'est servi du poignard sont en outre chassés de la ville. Celui qui a donné la mort la reçoit à son tour, non par la décapitation, mais à coups de fusil. Les produits des amendes sont versés, dans tous les cas, dans les mains des trois Hakems, à la prudence desquels on s'en rapporte pour la répartition entre les indigents. Les habitants sont tous dirigés par une croyance idéologique la même, et ce ne sont pas des motifs religieux qui les dominent. Mais dans le petit vallon où ces villes sont situées coule un ruisseau qui fournit à tout le nécessaire pour la boisson, un des premiers besoins de l'homme. Toutes ces villes ont le droit égal d'en user : malheur aux habitants de celle qui voudrait en prendre ou en retenir trop pour son compte ! De là seulement les motifs de haine. Ces indigènes sont fort hospitaliers. Il y a plusieurs années qu'un Européen, armurier de profession, s'est rendu dans cette contrée (c'était avant notre prise de possession). Il a été accueilli avec amitié dans toutes ces petites villes, qui se le disputaient : il embrassa la religion mahométane ; il a femme et enfants et des propriétés à Beni-Hisguem, où il est vénéré aujourd'hui comme médecin. Le 15 mars dernier, la pluie est tombée avec tant d'abondance, dans ce vallon, que Melik-Ka a eu 100 maisons qui se sont écroulées, Boun-Orha 50, Beni-Hisguem 90 et Lathaoof 90. Cette pluie a emporté toutes les récoltes qui, dans ce pays, sont faites à la fin d'avril. Les habitants ont attribué ce grand désastre à l'action inhumaine d'un père qui, à Beni-Hisguem, avait tué son fils dans son jardin. Cette inondation a eu lieu deux jours après cette criminelle action, et le jour même où le père avait été fusillé.

— Tout ce qui restait de Ninive va bientôt arriver à Paris et être placé au Louvre. Les ruines de cette ville consistent en deux grands tureaux à tête humaine de 3 mètres de haut, plusieurs statues des rois d'Assyrie, des dieux à tête d'oiseaux, des eunuques, des archers, des sacrificateurs, des inscriptions, etc.

Ces monuments ont été découverts par M. Botta, et dessinés par M. Flandin, qui vient d'arriver à Paris. — M. PARISET secrétaire perpétuel de l'Académie royale de médecine, et membre du conseil supérieur de santé du royaume, en rendant compte des bons résultats qu'il a obtenus de l'emploi de la PATE pectorale balsamique de REGNAULD AINE pharmacien à Paris, rue Caumartin, 45, terminait ainsi sa déclaration : *C'est sans doute au choix des substances qui la composent et surtout au mode particulier que M. Frère emploie pour la confectionner, que doit être attribuée sa supériorité manifeste sur les autres pectoraux connus jusqu'à ce jour.* Depuis à Bastia chez M. Serpentin, marchand. (7300)

VENTE AU PROFIT DE L'ÉTAT.

Par acte en date du 25 avril 1845, enregistré, passé devant M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Corte, la Compagnie du Migliacciaro a cédé à l'Etat, pour la construction de la route royale N° 198 de Bastia à Bonifacio, 1^{re} 28 ares 86 centiares de terrain de bonne qualité, situé au lieu, dit *Fetta Frigiata*, pour la somme de 461 fr. 75 c. non compris celle de 177 fr. 60 c. pour clôture et celle de 50 fr. pour perte de récolte ; 2^e 6 ares 50 centiares de bon jardin, avec pépinière d'arbres, situés à Migliacciaro, pour la somme de 660 fr. non compris celle de 88 fr. pour clôture ; 3^e 24 ares 30 centiares de bonne vigne, située à Migliacciaro, pour la somme de 850 fr., non



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 »
Un an 16 »
Pour le Continent 20 f.
Pour l'Étranger... 24 »
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 »
Les lettres et annonces doivent être adressées francs.

Bastia.

La fête du Roi a été célébrée à Bastia avec la pompe accoutumée. Une grand-messe, à laquelle ont assisté toutes les autorités civiles et militaires, a été chantée à l'église de St-Jean. Les troupes de la garnison ont été ensuite passées en revue sur la place Louis-Philippe. Une distribution de pain aux pauvres, avait eu lieu le matin ainsi que des secours en argent aux familles nécessiteuses. Le soir une foule considérable se pressait dans les rues et sur les places. Les édifices publics étaient illuminés et des feux de joie allumés sur les différents points de la ville. La Corse, en célébrant cette fête n'oublie pas les services importants et les nombreux bienfaits du gouvernement de juillet à son égard. C'est pour elle un acte de reconnaissance et de sympathie auquel elle se laisse aller avec empressement et bonheur.

Le 1^{er} Mai, jour de la fête du Roi, on a tiré, selon l'usage établi, la loterie au bénéfice des pauvres de la Ville de Bastia. Une foule compacte remplissait les vastes appartements du ci-devant quartier général de la division; les dames surtout se distinguaient par l'élégance de leurs toilettes. La musique militaire du 8^e de ligne exécutait des morceaux choisis.

Plus de 1,800 billets avaient été distribués par les soins des dames des deux associations de charité, de la haute et de la basse ville. 120 lots avaient été offerts par la bienfaisance; et parmi ceux-ci, on remarquait les lots envoyés par la Reine dont l'inséparable charité vient au secours de toutes les misères, et par les membres de la famille royale.

La réunion était présidée par un délégué de M. le Maire. Le tirage était dirigé par MM. les Curés de St-Jean et de St-Marie, auxquels on doit des éloges mérités, pour le zèle paternel qu'ils ont déployé en réalisant une œuvre aussi hautement philanthropique. Le produit de la loterie a été versé, par portions égales, dans la caisse des deux associations.

MM. Gaillard et Pecllet, inspecteurs généraux des études, sont arrivés jeudi dernier à Bastia, accompagnés de M. Huart, recteur de l'Académie, après avoir visité le collège d'Ajaccio et l'École Paoli de Corte. Ils ont consacré huit jours à une inspection minutieuse du collège royal de notre ville. Cette inspection était importante pour cet établissement, puisque c'était la première de ce genre qui avait lieu depuis son ouverture. Elle a constaté de bons résultats qui prouvent que les sacrifices faits par la ville et par le département commencent à porter leurs fruits. Les succès obtenus pendant les deux premi-

res années en présence d'autres, qui viendront les continuer, à mesure que la confiance des familles, qui s'appuie chaque jour sur des faits mieux constatés, s'étendra et que les avantages de cet établissement d'instruction secondaire seront chaque jour aussi mieux appréciés par le public.

Cette inspection, qui est d'autant plus significative qu'elle était faite par des hommes spéciaux qui pouvaient établir des points de comparaison entre le collège royal de Bastia et ceux du continent, a été tout à fait favorable à notre collège. MM. Gaillard et Pecllet ont été heureux de constater que rien n'avait été négligé de la part de l'administration et des professeurs pour atteindre le but qu'on s'était proposé. Ils ont pu aussi apprécier, et ils leur ont rendu un complet hommage, le zèle, l'intérêt et le dévouement de l'administration communale qui n'a reculé devant aucun sacrifice pour doter la Corse d'un collège royal véritablement digne de ce nom.

Nous sommes heureux de consacrer ici l'expression d'une satisfaction non équivoque: nous nous intéressons trop vivement à tout ce qui peut contribuer à la prospérité de notre pays, pour ne pas nous réjouir d'un fait qui ne saurait rester sans conséquences heureuses et qui, pouvant déjà beaucoup pour le présent, contribuera grandement aussi dans l'avenir au bien-être moral de notre pays. MM. Gaillard et Pecllet ont adressé de sages et bienveillants conseils puisés dans leur expérience et dans l'intérêt qu'ils ont porté à notre collège naissant et qui contribueront à ses progrès.

Cette visite de MM. les inspecteurs généraux sera donc bonne pour la Corse et le gouvernement apprendra, sans doute avec plaisir de leur bouche, que ses dépenses fructifient et que ce nouveau bienfait n'est pas stérile. C'était là la confiance de la Corse et cette première inspection qui, nous le répétons, a été faite avec autant de sévérité intelligente, d'habileté, de soins et de fatigues que de bienveillance impartiale par MM. Gaillard et Pecllet, nous donne la certitude que personne ne sera déçu dans son attente.

M. Huart, recteur de l'Académie de la Corse, vient, sur la proposition de M. Salvandy, ministre de l'instruction publique, d'être nommé officier de la Légion d'honneur. Toutes les personnes qui connaissent l'honorable chef de l'université dans notre département, les louables et persévérants efforts qu'il n'a cessé de faire depuis sept ans qu'il est dans notre île, pour hâter les progrès de l'instruction primaire et les développements à donner à l'instruction secondaire, le zèle tout particulier qu'il a apporté pour l'organisation du Collège royal, ne pourront qu'ap-

plaudir à cette récompense si bien méritée et qui se justifie si bien par elle-même.

Dans une de ses dernières séances, la Chambre des députés a renvoyé au ministère une pétition signée d'un grand nombre d'habitants de la Corse qui demandaient le rapport de la loi de 1822 qui a condamné à l'exil tous les membres de la famille Napoléon. Cette loi est aujourd'hui sans but, puisque la mort a frappé successivement presque tous les membres de cette illustre famille. Le gouvernement prendra sans doute en considération cette demande qui s'appuie sur tant de motifs honorables.

Le 1^{er} mai, tous les ministres du Roi ont donné un grand dîner. Ce dîner, offert, au ministère des affaires étrangères, à tous les membres du corps diplomatique étranger et français, était présidé par M. le Maréchal Sebastiani.

Nous lisons ce qui suit dans le dernier numéro du Journal de la Corse:

« La route qui traverse le territoire d'Ajaccio, dénommé *Biancarello*, n'était qu'un sentier tortueux et entrecoupé de masses rocaillieuses qui le rendaient à peu près impraticable. Les propriétaires riverains sentant toute la dépréciation dont les difficultés de communication frappaient leurs fonds, se sont tous cotisés à raison de l'importance de leur propriété, et grâce à quelques sacrifices qu'une association est aujourd'hui une belle route accessible aux voitures. Si cet exemple est suivi par les propriétaires du quartier de Loreto, le tour d'*Idalie*, ainsi qu'on l'a toujours nommée, sera à juste titre, la promenade d'été la plus fréquentée, parce qu'elle traverse la partie de notre campagne la plus pittoresque et la mieux cultivée.

« Pour peu que cette heureuse contagion se communique aux propriétaires des autres quartiers, presque tout le territoire sera bientôt sillonné par les voitures. Nous les engageons à visiter la route de *Biancarello*, pour voir par leurs propres yeux, ce que peuvent une volonté ferme et un bon accord à défaut de ressources suffisantes.

C'est là en effet, comme le dit le Journal de la Corse, un excellent exemple et il serait vivement à désirer qu'il trouvât de nombreux imitateurs. Les propriétaires devraient comprendre facilement de quels avantages immenses seraient pour eux des sacrifices aussi intelligents, qui, par les avantages qu'ils produisent immédiatement, indemnisent bien vite des avances faites. Ce n'est pas tout que d'avoir des propriétés bien cultivées, il faut qu'elles aient des débouchés commodes qui facilitent les transports et les communications. Aujourd'hui les transports sont coûteux parce qu'il faut employer beaucoup de forces pour faire arriver sur les marchés les produits et que ces forces nécessitent de grandes dépenses.

MAUX DE DENTS

La CRÉOSOTE-BILLARD contre les enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires: MM. Sampolo à Ajaccio; Louis Gregori à Bastia; Sanguinetti à l'Île-Rousse.



Le bateau à vapeur la *Letizia*, partira de Bastia pour Marseille dimanche prochain 4 courant à 8 heures du matin, et de Marseille pour Bastia, le 11 dito à la même heure.

Un bateau à vapeur de la Compagnie Valéry frères partira de Bastia pour Ajaccio le 3 mai prochain, à 6 heures du matin, touchant à l'Île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 4 au matin.

Il repartira pour Bastia le 5 au soir relâchant de même à Calvi et l'Île-Rousse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

DE LA PLAGE 24 avril, brick-goélette, Conception, français, de 40 tx, c. Marini, charbon.

DE LA PLAGE 24 id. brick-goélette, Assomption, français, de 69 tx, c. Oliva, charbon.

DE LA PLAGE 24 id. tartane Jacques-André, français, de 47 tx, c. Vassalin, charbon.

LIVOURNE 25 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

DE LA PLAGE 25 id. mistick Assomption, français, de 29 tx, c. Stretti, charbon.

DE LA PLAGE 26 id. ch. marée, Amélie, français, de 56 tx, c. Bonelli, charbon.

MARSEILLE 28 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses et passagers.

PORTO-VECCHIO 29 id. bat. Précurseur, français, de 23 tx, c. Valery, planches.

PORTO-FERRAJO 29 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

MARSEILLE 30 id. paquebot, Napoléon, français, de 120 chev. c. Blanc, dépêches et passagers.

DÉPARTS.

MARSEILLE 25 avril, brick-goélette, Deux-Amis, français, de 65 tx, c. Alfonsi, charbon.

A LA PLAGE 25 id. brick-goélette, Sampiero, français, de 79 tx, c. Rogliano, lest.

A LA PLAGE 25 id. brick-goélette, Phénix, français, de 65 tx, c. Alessandri, lest.

MARSEILLE 25 id. paquebot, Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, dépêches et passagers.

MARSEILLE 25 id. brick-goélette, Assomption, français, de 69 tx, c. Oliva, charbon.

PORTO-FERRAJO 26 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

TOULON 27 id. brick-goélette, Conception, français, de 40 tx, c. Marini, charbon.

LIVOURNE 28 id. brick-goélette, Conception, français, de 60 tx, c. Erza, lest.

A LA PLAGE 29 id. tartane, P. Baptiste, français, de 62 tx, c. Fournier, lest.

A LA PLAGE 29 id. tartane, M^{re} Joséphine, français, de 50 tx, c. Etienne, lest.

LIVOURNE 30 id. mistick, Assomption, français, de 29 tx, c. Stretti, lest.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

HÔTEL D'EUROPE

TENU PAR

M. FRANÇOIS TELLIER,

RUE NEUVE, A BASTIA.

Ce bel Hôtel vient d'être restauré et mis à neuf. Rien n'a été épargné par son propriétaire pour le rendre aussi commode et aussi confortable que les hôtels les plus fréquentés et les plus renommés du continent.

On trouve dans cet établissement:

1^o Une table d'hôte très bien servie; on peut se faire servir aussi en particulier, à la carte ou au cachet. Des appartements très commodes avec un ameublement de luxe, des lits élastiques et du beau linge.

2^o Des Bains très proprement tenus, parmi lesquels un à vapeur et un artificiel de Barège. On peut, après le bain, se faire servir des consommés et des potages féculents.

L'ouverture du Café aura lieu le 1^{er} mai 1845.

N. B. Les personnes qui demeurent en ville et qui ne seraient pas pourvues d'un mobilier, trouveront dans cet établissement tout ce dont elles peuvent avoir besoin en meubles, en service de table et en lingerie.

compris celle de 259 fr., pour clôture et celle de 30 fr., pour deux portes et accessoires; 3^e 10 ares 75 centiares de bonne vigne, située à Santa Violetta, pour la somme de 376 fr. 25 c. non compris celle de 172 fr. pour clôture et 150 fr., pour perte de récolte; 5^e 64 ares 68 centiares de terres labourables, situées au même endroit, pour la somme de 646 fr. 80 c., non compris celle de 627 fr. 20 c. pour clôture et celle de 150 fr. pour perte de récolte; 6^e 17 ares 76 centiares de terrain à pâturage, au lieu dit *Porcellone* pour la somme de 106 fr. 36 c. non compris celles de 177 fr. pour clôture; le tout sur le territoire de la commune de Prunelli;

Par un autre acte, en date du 26, enregistré, 37 ares 70 centiares de terrain labourable, situés au lieu dit *Porcellone*, territoire de la commune de Prunelli, pour la somme de 377 fr. non compris celle de 406 fr. pour clôture des dits terrains;

Par un autre acte du même jour, 1^{er} 3 ares 90 centiares de terrain labourable, situé à *Canali*, territoire de la commune d'Ornaso (Serra), pour la somme de 46 fr. 80 c. non compris celle de 20 fr. pour clôture; 2^e 51 ares 10 centiares de terrain labourable, situé au même endroit, pour la somme de 1,022 fr. non compris celle de 438 fr. pour clôtures des dits terrains;

Par un autre acte du même jour, 48 ares 25 centiares de terrain labourable, situé au lieu dit *Catticcia*, territoire de la commune de Ventiseri, pour la somme de 675 fr. 20 c. non compris celle de 463 fr. pour clôtures dudit terrain.

Les avis ci-dessus sont donnés pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai 1841.

Librairie Fabiani.

EN VENTE.

IL MESE DI MARIA

OSSIA

IL MESE DI MAGGIO

CONSCRATO

A MARIA SANTISSIMA,

Collesercizio di varj fiori di Virtù;

Del P. ALFONSO MUZZARELLI.

Edizione fatta per la Corsica, dietro le molteplici

richieste de' Dotti di Maria,

Trovansi in Ajaccio, dal Sig. Abate Spinosi;

— Corte dal Sig. Curato.

— Isola-Rossa Idem.

— Calvi dal Sig. Rettore Graziani.

— Sartene dal Sig. Ferrand.

HISTOIRE D'ANGLETERRE

Par OLIVIER GOLDSMITH

CONTINUÉE JUSQU'EN 1815 PAR CH. COOTE

et

JUSQU'À NOS JOURS PAR LE TRADUCTEUR

M^{me} ALEXANDRINE ARAGON,

avec notes

DE MM. THIERRY, DE BARANTE, DE NORVINS ET THIERS

2^e édition, avec gravures sur acier

4 vol. in-8^o au lieu de 40 fr., 28 fr.

Si, au bout de l'année, on additionnait les sommes ainsi perdues, puisqu'elles pourraient être économisées par des routes plus faciles; si on ajoutait encore à ces sacrifices la perte de temps, le nombre de bras qu'il faut employer, et qu'avec un meilleur système de viabilité, on pourrait économiser, on verrait très clairement que ne point vouloir faire quelques dépenses assez fortes pour un moment, c'est se condamner pour toujours à des frais très onéreux, sans aucune compensation possible.

Mais ce n'est pas assez de cette force d'inertie qui recule devant un progrès si désirable, si fécond, et qui perd le présent et compromet l'avenir; on dirait qu'on prend véritablement plaisir à rendre les chemins qui existent, déjà si mauvais par eux-mêmes, encore pires, si c'était possible. Ainsi, toutes les pierres qui sont enlevées des propriétés sont jetées, par dessus les murs de clôture, sur les sentiers qu'elles rendent ainsi plus difficiles pour les piétons et les bêtes de somme. La viabilité déjà si défectueuse à tant de titres, le devient encore plus, alors cependant qu'il serait si facile de l'améliorer quelque peu, sans de grandes dépenses. Il est une foule de sentiers qui, s'ils étaient soigneusement débarrassés de ces pierres qui les encombre, seraient d'un parcours sinon commode, à cause de leurs fortes pentes, au moins beaucoup moins fatigants qu'ils ne le sont. Aujourd'hui le pied butte à chaque pas; il faut des précautions nombreuses pour se frayer une route; les bêtes de somme ne peuvent cheminer que lentement, là où la marche pourrait, sans inconvénient, être accélérée. C'est donc une perte de temps considérable et une cause d'incommodité permanente. Débarrassez au contraire ces chemins de ces obstacles accumulés comme à plaisir; que chaque propriétaire fasse nettoyer la partie du sentier qui longe ses terres; qu'il veille à ce que ses ouvriers ne suivent pas la méthode détestable, qui consiste à rejeter sur les chemins les pierres, et la viabilité, sans être bonne, s'améliorera cependant assez pour que ce premier pas décide à en faire un autre. Ce serait là, nous le reconnaissons, un très petit progrès, mais en économie agricole, il n'est pas de petit progrès, surtout quand celui que nous conseillons ne coûterait presque rien et qu'il aurait pour but de ne pas aggraver encore un état de choses si fâcheux par lui-même. Il est une foule de sentiers, qui, dans une partie notable de leur parcours deviendraient presque passables. Les communications seraient ainsi facilitées; le temps économisé et l'on s'apercevrait bien vite des avantages de cette petite amélioration.

Il est en France telle commune qui a vu sa situation complètement changée par l'établissement de chemins vicinaux. Ses produits jadis invendus par le défaut de transport, ou très mal vendus à cause de la cherté des transports, ont trouvé tout-à-coup des marchés nombreux et ont atteint à des prix élevés. Ces communes ont vu ainsi leurs revenus décuplés et sont bien vite rentrées dans les avances productives qu'elles avaient faites. Il faudrait qu'en Corse on essayât largement de ce système. Le gouvernement ne peut pas tout faire; aide toi et le meilleur moyen d'obtenir, c'est de mettre soi-même la main à l'œuvre. Il faut sortir de la routine, de l'indifférence; savoir faire aujourd'hui un sacrifice qui sera ré-

compensé demain. L'exemple dont parle le *Journal de la Corse*, est donc excellent, ainsi que celui donné par la commune de Luri et dont nous avons entretenu nos lecteurs dans le temps. Il faut que ces exemples soient imités. Les petites améliorations amènent les grandes et les petits sacrifices, faits avec à propos, avec ensemble changent peu à peu la face d'un pays.

Les opérations du conseil de révision pour l'appel de la classe de 1844 commenceront le 15 mai courant. L'examen des cantons s'effectuera aux lieux et époques ci-après désignés: Piana fournissant 6 hommes de contingent, Salice 4 h., Evisa 5 h., à Vico le 15 mai; — Socia 5 h., Vico 12 h., à Vico le 16; — Sari 11 h., à Calcotogio le 17; — Bastelica 13 h., Rocognano 10 h., à Ajaccio le 19; — Sarrola 5 h., Ajaccio 25 h., à Ajaccio le 20; — Zicavo 10 h., Santa-Maria 7 h., à Grosseto le 22; — Levie 8 h., Serra 8 h., Petreto 5 h., à Sartene le 23; — Santa-Lucia 4 h., Olmeto 4 h., Sartene 15 h., à Sartene le 25; — Portovecchio 4 h., à Portovecchio le 27; — Bonifacio 7 h., à Bonifacio le 29; — Brumelli 6 h., Vezzani 12 h., Serraggio 8 h., à Basti-di-Vicario le 4 juin; — Piedicroce 10 h., Morosaglia 10 h., à Corte le 6; — Pietra 8 h., Moita 6 h., San-Lorenzo 5 h., à Corte le 7; — Cracencia 7 h., Castifao 5 h., Omessa 6 h., Corte 12 h., à Corte le 10; — Pero 7 h., Porta 9 h., Campile 10 h., à Vecorato le 13; — Cervione 8 h., San-Nicolas 6 h., Vescovato 11 h., à Vescovato le 14; — Nonsa 6 h., Murato 4 h., Oletta 7 h., Saint-Florent 5 h., à Bastia le 17; — Rogliano 9 h., Lama 5 h., Campitello 3 h., Borgo 5 h., à Bastia le 18; — Luri 8 h., Santo-Pietro 5 h., Brando 8 h., à Bastia le 19; — San-Martino 3 h., Bastia (Terranova) 11 h., Bastia (Terravecchia) 9 h., à Bastia le 20; — Olmi-Cappella 3 h., Belgodere 6 h., Algajola 8 h., Ile-Rousse 6 h., à l'Ile-Rousse le 23; — Calenzana 15 h., Calvi 3 h., à Calvi le 25.

La réunion des listes du contingent de chaque canton, pour former la liste du contingent départemental, aura lieu le 30 juin prochain.

Par ordonnance royale en date du 30 avril, M. Furiani, médecin du collège royal de Bastia, a été nommé chevalier de la légion d'honneur.

Dimanche dernier, le nouveau café de l'Europe, qui, aujourd'hui appartient à M. Tellier, propriétaire de l'hôtel du même nom, a été ouvert au public. Ce café complètement transformé est devenu, par la brillante métamorphose qu'il a subie, le plus bel établissement de ce genre à Bastia. Son possesseur n'a reculé devant aucune dépense pour le placer sur le niveau des beaux cafés du continent, et comme d'ailleurs les objets de consommation y sont excellents, l'affluence qui s'y pressait dimanche soir, jour de son inauguration, continuera sans doute, puisque les bonnes choses consommées dans un élégant local deviennent encore meilleures. Il y a là en effet un luxe de glaces, de lustres, de lampes, de stuc et de dorures qui vont à merveille. Joignez à cela un magnifique et excellent billard, qui bientôt sera accompagné d'un second, de nombreux journaux, un accueil empressé, un service très bien fait, et vous aurez ainsi réuni toutes les conditions d'agrément pour les consommateurs et de succès pour le propriétaire.

Nouvelles Diverses.

— Le *Moniteur* publie l'ordonnance suivante, datée du 27 avril:

« Considérant que M. Guizot, notre ministre so-

crétaire d'état des affaires étrangères, a besoin, pour sa santé, de quelque repos.

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: « M. le comte Duchâtel, ministre secrétaire d'état de l'intérieur, est chargé de l'intérim du ministère des affaires étrangères. »

— Nous recevons par la Ville-de-Bordeaux, la correspondance suivante:

Alger, 27 avril.

Ainsi que je vous l'annonçais dans ma lettre du 25, les tentatives d'insurrection faites par les Kabyles du Dahrah ont échoué devant Oranville et Tenor, mais nous avons eu à regretter la mort de deux officiers, M. Béatrix, de l'artillerie, et M. Commandeur, du génie, ainsi que celle de quelques soldats.

L'expédition dont le départ était fixé pour le 2 mai, paraît ajournée.

Le maréchal-gouverneur, parti à bord du Camaléon vendredi dernier, a été inspecteur Cherchell et Fouka; il est revenu hier dans l'après-midi.

Le lieutenant-général de Bar, qui était allé inspecter sa division, est rentré également hier à Alger.

Voici un nouveau fait qui démontre plus que jamais la nécessité de la guerre contre les tribus insoumises. Au marché de l'Arba-Djendel, près Milianah, un agent du comptable de cette ville a été tué par un fanatique Marocain; ce dernier a également voulu tuer le frère de l'agha Bagdadi. Il a été arrêté et remis à la disposition de la justice.

Par arrêté du ministre de la guerre, en date du 9 avril 1845, les courtiers de commerce qui n'auraient pas versé leur cautionnement, et ne se seraient pas rendus dans le lieu de leur résidence dans l'espace de deux mois, à partir de la promulgation du présent arrêté, sont considérés comme démissionnaires.

(Nouveliste de Marseille.)

— Des nouvelles fort graves sont arrivées de l'Algérie par le *Charlemagne*, paquebot de la correspondance, parti d'Alger le 30 au soir.

Le départ de ce paquebot a été retardé de quelques heures par le maréchal, qui lui a remis des dépêches pour le gouvernement.

Les nouvelles militaires de l'Ouest ne sont pas bonnes: une colonne a été surprise entre Cherchell et Lilianah. Nous avons eu 60 blessés et 20 tués; les prolonges sont, dit-on, pillées!

Le maréchal Bugeaud, à l'issue du bal qu'il a donné la veille de la fête du roi, a dû partir à la tête de toutes les troupes disponibles pour chasser les tribus soulevées.

L'expédition dirigée contre la Kabylie n'en aura pas moins lieu. Des troupes sont encore parties ce matin pour Bougie. D'autres vont se diriger vers l'Ouest.

Un ennemi bien autrement dangereux s'est abattu sur l'Afrique: nous voulons parler d'une invasion de sauterelles; tourbillonnant en l'air comme d'épau-nuages, elles ont inondé les plaines verdoyantes qu'elles ont mis à nu, comme si le feu y avait passé. Les maures regardent cette invasion comme le présage certain de la peste; espérons que cette prédiction, qui se fonde, dit-on, sur des précédents ne se réalisera pas.

(Nouveliste.)

— On lit dans le *Courrier de Lyon* du 2 mai:

« Un évènement déplorable a marqué hier la fin d'une journée dont rien n'avait jusque là troublé l'or-

dre et la sérénité. Après le feu d'artifice un désordre effroyable s'est manifesté sur le pont du Change, par suite de l'affluence des spectateurs qui arrivaient en sens opposé et qui se sont fermés à eux-mêmes toute issue. Plusieurs personnes, notamment des femmes et des enfants, ont été asphyxiées. D'autres ont été précipitées du pont dans la Saône.

La plupart des victimes ont été portées chez M. Bouchut, pharmacien, place du Change, où les soins les plus empressés leur ont été prodigués et ont rappelé à la vie celles qui pouvaient l'être. Seize personnes ont été transportées en cet endroit. Sur ce nombre, huit sont mortes; quatre femmes, trois enfants et un jeune homme d'une vingtaine d'années. Quatre autres ont été transportées chez M. Macors, pharmacien, rue St-Jean; toutes quatre ont pu être reportées à leur domicile dans un état qui n'a rien d'inquiétant. La femme d'un ferblantier de la place Neuve, transportée hier chez elle, a succombé, dit-on, cette nuit. Enfin on a retiré de la Saône, ce matin, à la hauteur du Palais-de-Justice, le cadavre d'une femme qui avait été précipitée. Si l'on fait attention au peu de hauteur du parapet sur divers points, on doit s'estimer heureux si cette malheureuse est la seule qui ait éprouvé un tel sort.

— Nous empruntons à un journal les détails biographiques suivants, sur M^{me} la comtesse de Survilliers, qui vient de mourir à Florence.

Née demoiselle Clary, et prise dans cette famille marseillaise qui fournit deux reines à l'Europe, elle avait épousé Joseph Bonaparte, frère aîné de Napoléon, et a été ainsi associée aux destinées de la famille impériale. Elle a successivement parcouru toutes les phases de la bonne et de la mauvaise fortune de l'empereur; placée dans l'auréole de la gloire de Napoléon, elle ne tarda pas à partager ses prospérités. En 1805, elle fut reine de Naples; en 1808, elle monta sur le trône d'Espagne; en 1815, à l'époque des revers, les tristes nécessités de la politique la condamnèrent à l'exil. L'égalité de son âme ne se démentit dans aucune situation; M^{me} la comtesse de Survilliers fut toujours semblable à elle-même. Placée sur le trône, elle y fut simple, douce, bienveillante, n'appréciant la grandeur que comme un moyen de faire le bien. Plus sa position s'élevait, plus elle cherchait à donner au monde des exemples de vertu, ce qui faisait dire à l'empereur Napoléon: la vertu, on la cherche bien loin, elle est au Luxembourg. C'était alors la demeure de la reine Julie.

M^{me} la comtesse de Survilliers descendit du trône avec la même égalité d'âme qu'on lui avait vue lorsqu'elle y était montée. Elle y avait porté les vertus privées, elle les conserva sur la terre d'exil. Retirée d'abord à Francfort, ensuite à Bruxelles, elle y vécut avec la dignité modeste qu'elle avait toujours montrée, sa maison fut ouverte avec bienveillance à tous les Français. A Florence, elle était devenue pour ainsi dire le centre de la famille impériale, l'objet du respect et de l'attachement de toutes les personnes qui l'avaient connue; aujourd'hui, cet attachement s'est changé en douloureux regrets! Heureuse dans ses derniers moments, elle a reçu les tendres soins de sa fille unique: la princesse Zénaïde de Canino lui a fermé les yeux.

— Une ordonnance du roi, rendue sur le rapport de M. le ministre de l'instruction publique, crée une place d'inspecteur-général des écoles de médecine du royaume. M. A. Doué, par arrêté du ministre de l'instruction publique, en date du 24 avril, est nommé inspecteur-général des écoles de médecine.

— On lit, à la date du 21 avril, dans l'*Ordre*, journal de Limoges:

« Vendredi dernier, toute la population de la petite ville d'Angouise (Dordogne) était dans l'effroi et la consternation. Des rouliers en longeant la route de St-Yrieix à Excideuil, avaient entendu un bruit extraordinaire derrière la muraille du cimetière qui se trouvait près de là.

« A ce récit, les habitants de l'auberge et les autres personnes qui s'y trouvaient ayant dit: — Mais si c'était Pierre qui ne fût pas encore mort? — De quel Pierre voulez-vous parler? Parbleu de celui qui on a enterré ce soir, à l'entrée de la nuit, et que nous venons d'accompagner à sa dernière demeure; le fils de..., que l'on a cru mort deux autres fois, et qui après avoir été veillé jusqu'au lendemain, était revenu de mort en vie!... — Mais ce que vous nous dites là est vraiment extraordinaire; et, réflexion faite, allons voir si ce Pierre n'aurait pas été enterré vivant encore une fois... »

« A cette proposition, on se leva de table et on se rend en foule au cimetière; on écoute; on entend un bruit sourd, mais répété, qui semble sortir de terre. Alors on ne doute plus, on pénètre dans le cimetière et on arrive au lieu de la sépulture. On découvre le cercueil avec hâte, et l'on aperçoit Pierre encore vivant, mais dans le plus triste état, ayant les mains et les pieds tout ensanglantés, tant il s'en est servi rudement, quoique logé assez à l'étroit, pour se faire entendre des passants.

« Comme on le pense bien, ce pauvre diable, qui avait été ainsi enseveli avant sa mort, pendant un sommeil léthargique de plus de trente heures, fut retiré de son cercueil et de cette triste position pour recevoir des secours dont il avait grandement besoin. Mais le pauvre Pierre ne revint pas à la vie pour longtemps, car il avait à peine respiré une quinzaine de minutes, qu'il rendait, dans le cimetière même et pour toujours, le dernier soupir. »

LA PATRIE, journal politique, commercial, agricole, littéraire, judiciaire, a, pour les départements, deux éditions par jour:

1^{re} Edition sur six pages, avec FEUILLE COMMERCIALE, INDUSTRIELLE, MARITIME, AGRICOLE, donnant de la manière la plus complète, pour la France comme pour l'étranger, les cours des marchandises, les cotes des bourses et marchés, le mouvement des ports, etc., etc.

2^{re} Edition sur quatre pages, dans le format ordinaire des journaux, consacrée à la politique, à la littérature, aux sciences, aux arts, etc., ayant de temps en temps des articles spéciaux sur l'agriculture, et donnant aussi, mais succinctement, les cotes de la bourse et des marchés de Paris, le cours des marchandises, etc.

La *Patrie*, journal exceptionnel dans la presse parisienne, se compose, le matin, pour l'heure du départ du courrier. Elle résume tous les journaux de Paris; par une analyse de leurs principaux articles, et les DEUXIÈME DE VINGT-QUATRE HEURES pour toutes les nouvelles officielles, ainsi que pour toutes les nouvelles venues des départements et de l'étranger. La *Patrie* est, à vrai dire, le JOURNAL SPÉCIAL DES DÉPARTEMENTS.

Le prix de l'abonnement est: 1^{er} POUR L'ÉDITION SUR SIX PAGES, de 60 fr. pour un an; 31 fr. pour 6 mois; 16 fr. pour 3 mois; — 2^o POUR L'ÉDITION SUR QUATRE PAGES, de 44 fr. pour un an; 23 fr. pour 6 mois; 12 fr. pour 3 mois.

Les personnes qui s'abonneront à l'une ou à l'autre des éditions de la *Patrie*, d'ici au 1^{er} août prochain (1845), recevront sans augmentation de prix:

1^o Les quatre premiers volumes, déjà publiés, d'un roman en sept volumes, de M. ALEXANDRE DUMAS, LA GUERRE DES FEMMES;

2^o Deux romans en deux forts volumes, l'un, intitulé le BRACONNIER, par M. ELIE BERTHET; l'autre, ayant pour titre L'HONNEUR DE LA FAMILLE, par M^{me} CLEMENCE ROBERT.

3^o Et les autres volumes du roman de M. ALEXANDRE DUMAS, LA GUERRE DES FEMMES, ainsi que

tous les autres romans ou parties de romans que la *Patrie* aura publiés quand l'abonnement sera souscrit.

Les souscripteurs feront prendre dans les bureaux de la *Patrie* tous les volumes auxquels ils auront droit. (Ces volumes sont en feuilles du format de la *Patrie*.) On doit payer le prix de l'abonnement en retirant les volumes.

En s'abonnant avant le 1^{er} ou le 15 d'un mois, on recevra, gratuitement encore, le journal jusqu'au 1^{er} ou jusqu'au 15, point de départ de l'abonnement. La *Patrie* sera servie pour essai pendant cinq jours aux personnes qui en feront la demande.

S'adresser (par lettres affranchies) au directeur-gérant de la *Patrie*, rue Coq-Héron, 3, à Paris.

— M. PARISET secrétaire perpétuel de l'Académie royale de médecine, et membre du conseil supérieur de santé du royaume, en rendant compte des bons résultats qu'il a obtenus de l'emploi de la PATE pectorale balsamique de REGNAULD AINÉ pharmacien à Paris, rue Caumartin, 45, terminait ainsi sa déclaration: C'est sans doute au choix des substances qui la composent et surtout au mode particulier que M. Frère emploie pour la confectionner, que doit être attribuée sa supériorité manifeste sur les autres pectoraux connus jusqu'à ce jour. Dépôt à Bastia chez M. Serpentin, marchand. (7300)

— L'EAU et la POUCE dentifrices du D^{re} O'MÉARA, dont le dépôt est à Bastia chez M. Girali pharm. continuent à justifier l'honorable préférence que le public leur accorde. La première calme les maux de dents les plus aiguës et l'emploi habituel de l'autre conserve parfaitement la denture. (7306)

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS AU PUBLIC.

Le public est prévenu que le 2 juin prochain, à deux heures de l'après-midi, il sera procédé dans une des salles de l'hôtel de la Mairie de la ville de Bastia, en présence de M. le maire de ladite ville, de M. le colonel commandant la 17^e légion de gendarmerie, et de M. le chef d'escadron et capitaine commandant les compagnies de ladite légion, ou de leurs fondés de pouvoir, à une nouvelle adjudication des fournitures de fourrages à faire pour la nourriture des chevaux des diverses brigades de la 17^e légion de gendarmerie départementale de la Corse, du 1^{er} octobre 1845 au 30 septembre 1846.

A cet effet, des soumissions cachetées seront déposées au secrétariat de la mairie de Bastia, où, à dater de ce jour, on pourra prendre connaissance du cahier des charges, ainsi que dans les bureaux de MM. les sous-intendants militaires à Bastia et à Ajaccio.

Les soumissions devront être conformes au modèle ci-après:

MODÈLE DE SOUMMISSION.

Je (nom et prénom) soussigné (qualité), demeurant à... où je fais élection de domicile, m'oblige envers MM. les membres du conseil d'administration de la 17^e légion de gendarmerie, de fournir les fourrages, paille, orge ou avoine, nécessaires aux chevaux de ladite légion, pendant une année à partir du 1^{er} octobre 1845 jusqu'au 30 septembre 1846 aux prix de (en toutes lettres) la ration complète, telle qu'elle est déterminée par le cahier des charges en date du 2 mai 1845, auquel je déclare me soumettre.

Offrant pour ma caution M. (nom, prénom et qualité) demeurant à... qui a signé avec moi.

Fait à... le... 1845.

Toute soumission qui ne sera pas conforme au modèle ci-dessus sera écartée.

Lesdites soumissions seront ouvertes en séance, enregistrées et paraphées par le sous-intendant militaire, et l'adjudication aura lieu en faveur de celui qui présentera le prix le plus bas.

Chaque soumission devra être accompagnée de l'engagement d'une caution solidaire qui présentera un certificat de l'autorité locale du lieu de sa rési-

dance dûment légalisée par l'autorité compétente, constatant sa solvabilité : l'un et l'autre devront être sur papier timbré. Il ne sera plus reçu de soumission le 2 juin prochain après deux heures de relevée.

Bastia, le 2 mai 1845.

Le Sous-Intendant Militaire,
SEGONNE.

LE MAIRE DE LA VILLE DE BASTIA.

Donne avis que, par suite de l'autorisation de M. le Préfet du département, il sera procédé le 20 mai courant à midi dans l'une des salles de l'Hôtel de Ville et dans les formes prescrites par les règlements, à la vente à l'encan et en détail des objets ci-après, appartenant à la Commune: Savoir :

1^{re} Croisées, portes, etc. qui faisaient partie de l'ancien couvent des Jésuites.

2^e Divers meubles qui ont été retirés de la maison jadis occupée par M. le Lieutenant Général de la 17^e Division Militaire.

Le détail estimatif de ces objets est déposé au secrétariat de la Mairie, pour être exhibé à tous ceux qui en voudront prendre connaissance.

Fait à Bastia, en l'Hôtel de Ville, le 6 Mai 1845.

Le Maire de la Ville de Bastia,
LAZAROTTI.

Annnonce Judiciaire.

La continuation de la vente des biens immeubles dépendants de la faillite du sieur Roch Lucciana, ex-commerçant, demeurant à Bastia, aura lieu le samedi, dix mai 1845, à deux heures de relevée, devant M^{re} Guasco Vincent, notaire, en son étude, rue Spinola, à Bastia.

VENTE PAR LICITATION VOLONTAIRE.

Le lundi 19 du courant, à 11 heures du matin, en l'étude de M^{re} Antoine-Joseph Guasco, notaire, sis sur la traverse royale de cette ville, il sera procédé, à la requête des sieurs Michel et dame Marie-Ursule-Olive Lombardi conjoints Coni, et du sieur Laurent-Sébastien Lombardi, à l'adjudication aux enchères de l'immeuble composé de deux maisons avec pressoir à vin, vigne, et jardin planté à citronniers et oranges, sis au lieu dénommé *Lupino*, quartier de Bassanese, territoire de Bastia, sur la première mise à prix de 6,000 fr. S'adresser pour connaître les conditions de la vente et autres renseignements, audit notaire.

M. MÉDAILLE, DENTISTE-MÉCANIC.

NICIEN, demeurant à Bastia, à l'honneur de prévenir les habitants de cette ville, qu'à compter de dimanche, 11 mai, il aura son domicile fixe à la montée de la Filippina, jardin de M. Casabianca. M. MÉDAILLE posera, chez lui, des dents à pivot au prix de 10 fr., les pièces de plusieurs dents posées par des moyens mécaniques seront à des prix divers. Les ouvriers ne paieront que 1 fr. 50 c. pour l'extraction de chaque dent. Chez M. MÉDAILLE, les consultations seront gratuites pour tout le monde et les indigents seront traités gratis.

Nota. M. MÉDAILLE prévient aussi les amateurs du daguerréotype, qu'il fera les portraits à 5 fr.

ÉTABLISSEMENT THERMAL DE PIETRAPOLA.

L'établissement thermal de Pietrapola sera, comme les années précédentes, ouvert au baigneurs le 15 de ce mois.

La route de ceinture, à peu près achevée jusqu'à Migliacciaro, et un embranchement qui, de ce der-

nier endroit, aboutit au bas du plateau, donne la facilité aux malades d'arriver tout près des baigns en voiture.

Des nombreuses baignoires, des bassins de réfrigération, et des appareils provisoires permettent d'administrer les eaux sous diverses formes et à différentes températures, selon l'exigence des maladies. La variété des tempéraments et des hyposinocrasies individuelles.

Les logements sont vastes et bien aérés, et le concessionnaire est en mesure de fournir quarante-cinq chambres au prix de trente francs chacune, pour chaque quinzaine. Il regrette beaucoup de n'avoir pu encore les meubler convenablement; mais l'année prochaine, et il en prend l'engagement formel, l'établissement n'aura rien à envier, sous ce rapport, aux autres établissements de ce genre, et il continuera d'occuper le rang que lui a fait assigner la grande efficacité de ses eaux.

Cette efficacité a été connue et appréciée depuis plus de trente siècles, et nous ne nous arrêtons pas par conséquent à en énumérer les effets salutaires, si nombreux et si variés.

Nous nous bornerons à assurer que, méthodiquement administrées, les eaux de Pietrapola ne le cèdent à aucune des eaux connues pour le traitement des affections dartreuses et des autres maladies de la peau, quelle qu'en soit la forme et l'intensité, les névroses, les névralgies, les affections rhumatismales, catharrales, scrofuleuses, et un grand nombre d'autres infirmités rebelles à tout autre traitement.

Un restaurant, pourvu du confortable nécessaire, sera tenu à Pietrapola pendant toute la saison des eaux.

SIROP D'ÉCORCES D'ORANGES,

TONIQUE ANTI-NERVEUX,

de J. P. LA ROZE pharmacien à Paris.

Les expériences de M. le baron Leclère, docteur en médecine de la Faculté de Paris, prouvent son efficacité dans l'absence d'appétit, mauvaise digestion, convalescences traînantes, langueur, dépression, constipation, débilitation organique, gastralgie, gastrite aigüe ou chronique. 3 fr. le flacon avec la notice sur son application. Dépôt chez M. Thumin pharmacien, rue de Rome, 46, à Marseille. (7314.)

M. Désirabode, chirurgien dentiste

Roi, vient d'établir un dépôt de son Eau Dentifrice, approuvée par ordonnance ministérielle du 13 novembre 1838, à Bastia chez M. Marchi libraire. (7321.)

Bas Élastiques en caoutchouc

de Leperdriel pharmacien à Paris, faubourg Montmartre, 78, contre les VARICES et autres maladies des membres, faciles à mettre et à ôter, sans ceilets ni lacets. Les

Bas exercent une compression ferme, régulière et continue qui amène un prompt soulagement et souvent guérison. (7325.)



Le bateau à vapeur la *Letizia*, partira de Bastia pour Marseille dimanche prochain 18 courant à 8 heures du matin, et de Marseille pour Bastia, le 25 dito à la même heure.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

LIVOURNE 1^{er} mai, bat. à vap. Maréchal Sebastiani français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

LIVOURNE 2 id. brick-goël. Antoinette, français, de 51 tx, c. Laporta, blé et diverses.

DE LA PLAGE 3 id. brick-goël. Phénix, français, de 65 tx, c. Alessandri, bois de construction.

DE LA PLAGE 3 id. brick Général Sebastiani, français, de 119 tx, c. Valzi, charbon.

LIVOURNE 4 id. bat. à vap. le Golo, français, de 57 tx, c. Bugliani, blé et passagers.

TOULON 4 id. brick-goël. Constance, français, de 38 tx, c. Valzi, plâtre.

CIVITAVECCHIA 4 id. brick-goël. St-Antoine, français, de 48 tx, c. Mecolin, porcellane.

DE LA PLAGE 4 id. brick-goël. Sampiero, français, de 79 tx, c. Rogliano, charbon.

NAPLES 4 id. balancelle St-Henri, sicilien, de 49 tx, c. Mattareso, lest.

MARSEILLE 7 id. paquebot Ajaccio, français, de 120 ch. c. Prudent, dépêches et passagers.

AJACCIO 8 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

DÉPARTS.

A LA PLAGE 30 avril, tartane, Luxor, français, de 58 tx, c. Gimelli, lest.

A LA PLAGE 30 id. tartane, Mexicain, français, de 45 tx, c. Bonnard, lest.

MARSEILLE 2 mai, paquebot, Napoléon, français, de 120 ch. c. Blane, dépêches et passagers.

LIVOURNE 2 id. bat. à vap. le Golo, français, de 57 tx, c. Bugliani, passagers.

AJACCIO 3 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

MARSEILLE 4 id. bat. à vap. Letizia, français, de 79 tx, c. Valzi, diverses et passagers.

A LA PLAGE 7 id. brick-goël. Ville de Bastia, français, de 75 tx, c. Zuani, fonte.

A LA PLAGE 7 id. brick-goël. La Corse, français, de 49 tx, c. Marinetti, lest.

LIVOURNE 7 id. bat. à vap. le Golo, français, de 57 tx, c. Bugliani, passagers.

TOULON 8 id. goël. Étoile, français, de l'État, c. Jugan, lieutenant de vaisseau.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FIANI.

LA PRESSE.

On sait l'immense succès qu'a obtenu, dans le journal la Presse, la REINE MARGOT, roman en six volumes, par M. ALEXANDRE DUMAS.

Les six volumes de la REINE MARGOT, par M. ALEXANDRE DUMAS, plus les deux volumes des PAYSANS, par M. DE BALZAC, ensemble huit volumes, représentant, au prix de librairie, SOIXANTE FRANCS, seront donnés en prime et envoyés annoncés. Toutefois, comme le nombre d'exemplaires tirés de ces deux ouvrages n'est pas très considérable, cet envoi cessera dès que le nombre aura été épuisé. — S'abonner aux bureaux de la Presse, rue Montmartre, 121, à Paris. Prix : 48 francs pour l'année, et 14 francs pour trois mois. (7343)

JEUDI 15 MAI 1845.

N^o 20.

XII^e ANNÉE.

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JOURS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.

À Paris, à l'Office-Correspondance de la Presse, 12, rue Notre-Dame des Victoires 46, (Place de la Bourse) entre par la rue Brongniart, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 »
Un an 16 »
Pour le Continent 30 f.
Pour l'étranger 34 »
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 25 »
Les lettres et annonces doivent être adressées francs.

Bastia.

Samedi dernier à eu lieu, à la Cour Royale de Bastia, l'installation de M. le conseiller Stefanini, nommé président de chambre, et de M. Nascia nommé conseiller. A cette occasion M. d'Aigu, premier avocat général, a prononcé le discours suivant, que nous nous empressons de reproduire :

« Messieurs,

« A la vue de cette illustre assemblée, il est impossible de n'être pas ému par la pensée que la justice est la plus grande et la plus sainte des institutions humaines. Imitez de cette autre religion dont les fondements sont ailleurs que sur la terre, il ne lui manque pour lui ressembler entièrement, que d'avoir la prérogative des récompenses, en même temps qu'elle a celle de juger et de punir. Aussi, sauvegarde et sanction de tous les rapports et de tous les droits, pourrions-nous appeler la religion du citoyen, comme l'autre est éternellement celle de l'homme.

« Cette réflexion, Messieurs, qui nous saisit tout d'abord, nous fait comprendre tout ce qu'a de grave et d'imposant la solennité qui nous réunit aujourd'hui. En effet, si le serment reçu par le souverain lui-même a quelque chose, pour ainsi dire, de plus sacré, le serment reçu par nos pairs a peut-être quelque chose de plus touchant et de plus profondément moral. N'est-ce pas un indissoluble lien que je forme entre eux et nous! N'est-ce pas leur dire en présence de la société tout entière : « Oui, je puis prendre l'engagement que vous demandez au nom du roi... Je puis le prendre car je sens que j'aurai le courage de le remplir fidèlement. Oui, je jure d'être juste comme vous, indépendant comme vous, indulgent et sévère comme vous, l'indulgence est aussi de la justice! Je jure de n'écouter jamais que la voix de la raison et de la conscience. »

« Messieurs, que les deux récipiendaires veuillent bien se rassurer sur notre pensée. Ce n'est pas pour leur apprendre les devoirs du magistrat que nous venons à les leur rappeler ici, mais bien pour proclamer hautement l'éclat et la fidélité avec lesquels ils se sont toujours remplis l'un et l'autre!

« Serait-ce à vous, Monsieur, que je me permettrais de dire ce que vous devez être dans les nouvelles fonctions qui vous sont confiées, lorsque ce que vous avez été parmi nous n'est que l'exemple de ce que nous devons être tous! Sans doute, dans cette noble compagnie, si riche de savoir et d'intelligence, plusieurs de vos vénérables collègues, pouvaient prendre à cette faveur signalée du monarque... Mais sentiment avec lequel ils ont accueilli votre nomination atteste combien ils vous en reconnaissent dignes. Montez donc sur ce siège où vous accompagnez l'assentiment public et où vous attend l'estime de

nous tous. Allez vous asseoir à côté des deux autres chefs de la Cour, si bien faits pour présider à l'administration de la justice dans ce ressort. A cet insigne honneur dont vous êtes l'objet, vient se joindre, nous en sommes sûrs, la douce satisfaction de faire place, en vous élevant, au talent et à l'expérience d'un magistrat qui laisse un souvenir glorieux au sein du tribunal qu'il préside longtemps : la Cour est d'autant plus heureuse de le recevoir dans ses rangs qu'il est remplacé par un magistrat éminemment recommandable pour lequel les portes de ce sanctuaire doivent nécessairement s'ouvrir.

« Puisque toujours ainsi, Messieurs, les lumières succèdent aux lumières, l'indépendance à l'indépendance, la sagesse à la sagesse : en honorant le pouvoir qui sait les faire, de pareils choix deviennent la gloire de la magistrature et assurent la régénération du pays. »

Un déplorable événement est arrivé à bord du paquebot poste le *Bastia*. Le lieutenant en second, dont la raison paraissait altérée depuis plusieurs jours, s'est jeté à la mer, au moment où le bateau se trouvait à quelques lieues de Marseille. Il s'est précipité à la mer, sans qu'on ait pu l'empêcher, près des roues. C'est en vain qu'on a fait tous ses efforts pour le sauver; la mer était trop grosse pour descendre une embarcation, et après une heure de recherches inutiles, on a dû continuer la route.

Par ordonnance royale, M. d'Aigu, premier avocat général à la Cour royale de Bastia et M. Palavicini, conseiller à la même cour, ont été nommés chevaliers de la légion d'honneur.

Les électeurs départementaux de Luvie et Saint-Lucie de Tallano, convoqués le 5 de ce mois pour la nomination d'un membre du Conseil général, ont fixé leur choix sur la personne de M. de Susini (Antoine-Marc) propriétaire et avocat à Sartène, qui a obtenu une majorité de 60 suffrages sur 99 votants.

M. le vicomte Berthier, maréchal-de-camp, commandant la subdivision d'Ajaccio, est appelé au commandement du département de la Meuse, en remplacement de M. Ruban de Russé, nommé commandant de l'école de Saumur. Il est remplacé à Ajaccio par M. le maréchal-de-camp de Ricard.

Par un arrêté de M. le directeur-général de l'administration des contributions directes, du 25 avril dernier, M. Dorgans, contrôleur de 3^e classe, a été désigné pour remplir les mêmes fonctions dans le département de la Corse, en remplacement de M.

Pannerot, contrôleur de 2^e classe qui passe avec son grade dans la Côte-d'Or.

Par ordonnance royale ont été nommés chevaliers de la légion d'honneur :

MM. Peraldi, maire de la ville d'Ajaccio; Semidei, officier comptable des subsistances militaires à Ajaccio.

M. Farinole, conseiller à la cour royale de la Guadeloupe, est mort à la Basse-Terre le 7 mars. On se rappelle que M. Farinole résidait à la cour d'assises de la Pointe-à-Pitre lors du tremblement de terre du 8 février; il échappa comme par miracle à cette horrible catastrophe. Plus d'une fois, dit le *Journal Commercial* de la Pointe-à-Pitre, nous avons été remués par le tableau de ses souffrances, lorsque, sous les décombres, mutilé, sanglant, il voyait les flammes arriver jusqu'à lui sans pouvoir appeler à son secours. Dans cette catastrophe, il dut la vie à un esclave. Il reconnut ce bienfait en lui faisant donner la liberté.

Tableau des affaires portées aux assises du 2^e trimestre de l'année 1845.

- 19 mai, Nicolai Jacques-Pierre, domicilié à Campi; tentative de meurtre.
- 20 id. Bastiani Ange-Marie, Cervione; tentative d'assassinat.
- 21 id. Massoni César et Giannotti Dominique, Ortuporio; meurtre et tentative de meurtre.
- 23 id. Costa Pierre-Antoine dit Moro, Aregno; meurtre.
- 24 id. Pieri Félix, et consors, Rapaggio; tentative de meurtre, blessures, coups et port d'arme.
- 26 id. Pintori Sauveur, Ajaccio; meurtre — et Leca Séraphin, Pastricciola; tentative d'assassinat.
- 27 id. Temmeroni Noël, Ste Marie et Sicché; tentative de meurtre.
- 28 id. Vincenti Marc on soit Piazza Marc, Pila et Canale; meurtre — et Paoli Pierre-Marie, Castineta; tentative de meurtre.
- 29 id. Sanguinetti Jean-Thomas, Venzolasca et — Diamanti Xavier, Carpinoto; tentative de meurtre.
- 30 id. Sanguinetti Guillaume, Sanguinetti Jean-Baptiste, Venzolasca; tentative de meurtre — et Barbieri Antoine François, Moita; faux témoignage en matière criminelle.
- 31 id. Zuccarelli Barthélemy, Ste Lucie de Sermano; tentative d'assassinat — et Valle Jean-Marie, Bastelica; complicité de tentative d'assassinat.
- 2 juin, Crocicchia Antoine-André et Crocicchia Antoine-Jean, à Crocicchia; meurtre.
- 3 id. Zuccai Don Pierre, St-André; assassinat.
- 4 id. Paoli Pierre-Paul et Ciattoni Antoine Erasme, gendarmes domiciliés à Bastia; meurtre.
- 5 id. Cerani Pierre-Félix, Corte; meurtre.
- 6 id. Quilichini Joseph-Antoine, Ste Lucie de Tallano; rébellion et tentative de meurtre.
- 7 id. Roccastrera Jacques-Alphonse, Levie; tentative d'assassinat.
- 9 id. Giustiniani Charles, Arbellara; meurtre.
- 10 et 11 id. Foata Antoine-Félix, Zighiara; assassinat.

12 id. Poli François dit *fadone*, Olmeto; assassinat.
13 id. Bastianesi François, d'Ucciani et Citi Jean, d'Ajaccio; menaces de mort, tentative de meurtre, rébellion, incendie, meurtre et assassinat.

La Chambre des députés, dans sa séance du 9 mai, a adopté à la majorité de 227 contre 131 voix le projet de loi relatif à l'armement des fortifications de Paris. Il a été stipulé dans un amendement, que les pièces d'artillerie seraient déposées à Bourges et que les fortifications de Paris ne pourraient être armées qu'en cas de guerre.

Voici le projet de loi sur les trottoirs des villes, voté par la chambre des députés, le 24 avril.

« Art. 1^{er}. Dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés par ordonnances royales ou sur la demande des conseils municipaux, l'établissement de trottoirs sera reconnu d'utilité publique; la dépense de la construction des trottoirs sera répartie entre les communes et les propriétaires riverains, dans les proportions et après l'accomplissement déterminés par les articles suivants.

« Art. 2. La délibération du conseil municipal qui provoquera la déclaration d'utilité publique, désignera en même temps les rues et places où les trottoirs seront établis, arrêtera les devis des travaux selon les matériaux entre lesquels les propriétaires auront été autorisés à faire un choix, et répartira la dépense entre la commune et les propriétaires. La portion à la charge de la commune ne pourra être inférieure à la moitié de la dépense totale.

« Article 3. Il sera procédé à une enquête de commodo et incommodo.

« Art. 4. Une ordonnance du roi statuera définitivement, tant sur l'utilité publique que sur les autres objets compris dans la délibération du conseil municipal. »

La loi sur la translation du domicile politique, récemment votée par les chambres, est publiée par le *Moniteur*. Elle porte la date du 25 avril 1845. Nous en reproduisons le texte :

« Art. 1^{er}. La contribution directe exigée par la translation du domicile politique par l'art. 10 de la loi du 19 avril 1831 devra être de 25 fr. au moins.

« La moitié de cette contribution suffira pour les électeurs inscrits en vertu de l'art. 3 de la même loi.

« Art. 2. Tout électeur qui, au moment de la promulgation de la présente loi, ne payerait pas cette contribution dans l'arrondissement de son domicile politique pourra néanmoins conserver ce domicile séparé du domicile réel, en justifiant qu'il s'est conformé, avant le 30 septembre 1845, aux dispositions de l'article précédent.

« Art. 3. L'électeur qui, par l'effet de la présente loi, ne réunira plus les conditions exigées pour conserver son domicile politique dans un arrondissement sera inscrit, soit d'office, soit sur sa demande, sur les listes de l'arrondissement de son domicile réel ou de tout autre arrondissement dans lequel il aurait transféré son domicile politique avant le 30 septembre 1845. »

Nouvelles Diverses.

— On lit dans le *Courrier de Lyon* :

« Le 22 et le 23 avril, les ambassadeurs de France, d'Autriche, de Prusse, de Russie, d'Angleterre, de Sardaigne et de Bavière ont fait des visites à M. l'avoyer de l'état de Lucerne, pour le féliciter de la victoire remportée sur les corps-francs, victoire qui a sauvé en même temps l'indépendance de la Suisse, car les puissances sont d'accord entre elles pour ne plus tolérer de pareils actes révolutionnaires qui tendent à détruire l'alliance suisse. MM. les ambassadeurs se sont aussi convaincus de la douceur avec laquelle les prisonniers étaient traités, et ils ont visité

les lieux où dans les journées du 31 mars et du 1^{er} avril l'ordre légal a triomphé de l'anarchie. »

— On ne sait plus où s'arrêtera la hâte au format.

La *Presse* apprenant que le *Constitutionnel* veut prendre le format du *Times*, va prendre le format des journaux Américains. Le *Journal des Débats* ne voudra pas se laisser distancer et fera un pas de plus.

— Nous lisons dans le *Courrier de Lyon* du 11 mai :

« Samedi dernier, le tribunal criminel de Lucerne a condamné M. le docteur Steiger à être fusillé.

La cour d'appel prononcera en seconde instance; et si elle confirme le premier arrêt, le grand conseil, qui s'assemble demain samedi, aura à exercer son droit de grâce. On pense généralement que la peine de mort sera commuée en un bannissement perpétuel. »

— Suivant le *Constitutionnel Bernois*, aucun prisonnier n'aurait écrit son propre nom en signant l'engagement de ne jamais rentrer dans le canton de Lucerne comme membre d'un corps-franc. « Chaque prisonnier, dit ce journal, signait le nom de son camarade, afin de ne point déroger à la dignité et au droit de l'homme libre ! »

— Sept ordonnances de nomination à la pairie ont paru au *Moniteur* dans l'ordre suivant : MM. Delacoste, préfet des Bouches-du-Rhône; vicomte Napoléon Duchâtel, préfet de la Haute-Garonne; comte Alfred de Chastellux, ancien député; baron Delfaudis, ministre plénipotentiaire; baron de Crouseilles, conseiller à la cour de cassation; Girard, maire de Nîmes; Guesnier, ancien député.

— Le ministre de la guerre a fait distribuer aux chambres un rapport sur la situation actuelle des fortifications de Paris. Voici d'après ce document le résumé des travaux exécutés :

L'enceinte est maintenant massée sur la totalité du développement, ses 94 fronts présentant ensemble une longueur de 38,625 mètres sont entièrement achevés. Les escarpes sont entreprises sur une étendue de 38,141 mètres, et sur le nombre 35,358 sont entièrement achevés et couronnés.

On voit donc que les maçonneries de l'enceinte touchent à leur fin.

Les 15 forts qui constituent l'ensemble de la ligne de défense avancée sont tous en cours de construction. Tous ont leurs escarpes achevés et couronnés de leurs tablettes à l'exception du seul fort d'Aubervilliers, commencé seulement en 1843, et dont le couronnement présente encore une lacune de 722 mètres. Les contrescarpes en maçonnerie ont été entreprises dans les forts de Romainville, Noisy, Rosny, Nogent, Charenton, Jiry, Issy et le Mont-Vallier, sur un développement de 6,334 mètres; elles sont arrivées à la hauteur et ont été couronnées de leurs tablettes.

Toutes les casernes des forts sont faites à l'exception de celles des forts d'Aubervilliers qui seront exécutés dès le commencement de la campagne prochaine.

On sait que l'ensemble des crédits alloués s'élève à la somme de 140,000,000 de fr. Les travaux exécutés pendant les cinq années précédentes, ont déjà absorbé près de 108 millions. Il reste donc de disponible une somme de 32,000,000 dont 17,830,000 fr. seraient consacrés à l'achèvement des forts, des bâtiments intérieurs et des routes stratégiques.

— Le *Journal officiel militaire* publie une ordonnance en 125 articles, relative à l'uniforme des troupes à pied. Le coq gaulois sera remplacé sur les schakos par la couronne royale, surmontée d'étoiles et de croix perlées.

— Dans sa séance du 3 mai, la Chambre des députés a clos la discussion sur les interpellations de M. Thiers à propos des congrégations religieuses, par un ordre du jour motivé, présenté par M. Thiers et conçu en ces termes : « La Chambre se repose sur le gouvernement du soin de faire exécuter les lois du royaume. »

— La loi sur les irrigations vient d'être promulguée. Nous reproduisons le texte du 1^{er} art. afin de rectifier une erreur qui s'était glissée dans le N^o de l'*Insulaire* du 27 février dernier.

Art. 1. Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions et de sa forme, et les indemnités dues, soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui recevra l'écoulement des eaux, seront portées devant les tribunaux qui, en prononçant, devront concilier l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété.

Il sera procédé devant les tribunaux comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

— Aujourd'hui 5 mai est le 24^e anniversaire de la mort de l'empereur Napoléon; tout ce qu'il y a de Paris d'anciens bonapartistes se rend en pèlerinage aux invalides, où l'accès est difficile à cause des travaux qui s'exécutent pour le tombeau impérial.

Le socle de la colonne Vendôme et la grille qui l'entoure sont couverts de fleurs; des couronnes d'immortelles gisent à côté d'énormes touffes de lilas et d'odorantes violettes.

Nous n'avons remarqué aucun uniforme de l'Empire. On sait que ces exhibitions militaires ont été interdites par le préfet de police.

— M. Godefroy Cavaignac, ancien rédacteur de la *Tribune*, du *Journal du Peuple*, du *National* et de la *Réforme*, est mort cette nuit à la suite d'une longue maladie.

— L'Académie française avait à pourvoir au remplacement de deux de ses membres, MM. Alex. Soumet et Etienne. Les choix de l'illustre académie sont portés presque sans hésitation sur MM. Alfred Vigny et Vitet, qui ont été proclamés membres de l'Académie française.

— Une affaire corse renvoyée par la cour de cassation devant les assises des Bouches-du-Rhône, était soumise à l'appréciation du jury.

Il s'agissait d'un crime grave. Le nommé Jules-César Nicolai était effectivement accusé d'avoir tué d'un coup de feu son cousin germain, Philippe Nicolai.

A la suite d'une rixe à laquelle avaient pris part tous les membres de la famille depuis un vieillard de 80 ans jusqu'à un enfant de 15, rixe qui avait nécessité l'intervention des voisins et que tout le monde croyait terminée, l'accusé s'était présenté à une femme et avait interpellé son cousin; celui-ci, répondant par un geste de mépris à certaines propositions qui lui furent faites et demeura tranquillement sur sa porte en fumant un cigare; quand tout-à-coup, Jules-César qui s'était retiré de la croisée où il avait primitivement apparu, se montra rapidement à la fenêtre qui domine la porte et déchargea de haut en bas sa carabine sur la tête de son cousin. Philippe tomba mort et sa femme avec laquelle il causait, échappa par miracle à l'une des balles.

Le moutrier prit aussitôt la fuite et mena la vie de bandit jusqu'à l'instant où la justice parvint à le saisir. A l'audience, il alléguait pour sa justification l'influence à lui faite par sa victime, et prétendait en outre qu'il redoutait pour son vieux père les violences futures du défunt.

Ce système, quoique longuement et habilement plaidé par M. Tassy, n'a pu réussir, et l'accusé, reconnu coupable sur le fait principal, mais avec l'excuse de la provocation, s'est vu condamner par la cour à cinq ans de prison, suivies de dix années de surveillance.

(Nouveliste de Marseille.)

— Nos colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de Bourbon et de la Réunion, les seules où l'esclavage soit en vigueur, renferment une population esclave de 260,000 individus, en présence d'une population libre sédentaire de 132,496 personnes.

— Il existe à Paris 32 couvents de femmes, renfermant 2,833 religieuses. Voici la dénomination de ces couvents : L'Abbaye aux-Bois, les Annonciades, trois maisons d'Augustines, deux de Bénédictines, les sœurs de Bon-Secours, les dames du Calvaire, deux Carmélites, les dames de la Compassion, trois maisons de congrégations différentes, les dames de Ste-Clotilde, les sœurs de la Croix-de-Saint-André, les Dominicaines, les Franciscaines, les dames de l'Immaculée Conception, de Ste-Marie-de-Lorette, de Sainte-Marthe, de St-Michel, de la Miséricorde, de Picpus, de la Providence, deux du Sacré-Cœur, les dames de St-Thomès, de St-Vincent-de-Paul, et deux couvents de Dames de la Visitation.

Dans un consistoire secret tenu par le Pape, le 21 avril, ont été promus cardinaux :

Mgr Aliéri, nonce apostolique à Vienne, né à Rome en 1805;

Mgr Asquini, patriarche de Constantinople, né à Udine en 1802;

Mgr Capaccini, auditeur général de la chambre apostolique, né à Rome en 1784;

Mgr Zaccaria, gouverneur de Rome et directeur général de la police, né à Veppano en 1787.

Le Pape a réservé in petto quatre autres cardinaux.

— Le capitaine du vaisseau marchand anglais le *Faith* (la Foi) prétend avoir découvert dans l'Océan Pacifique, et non loin de Taïti, une petite île qui n'est indiquée sur aucune carte, et à laquelle il a donné le nom de son navire. Cette île aurait six milles anglais (deux lieues environ) de circonférence, et serait entourée de récifs et d'immenses tiges de coraux qui en rendraient l'abordage si difficile que l'équipage du *Faith* a renoncé à le tenter.

— On a déjà fait, en Angleterre, l'essai d'un nouveau système de brise-lames sur lequel M. Chabannes vient de donner tous les renseignements et tous les détails désirables dans un excellent Mémoire adressé à l'Institut. Ces nouveaux môles flottants à claire-voie, par la disposition des poutres qui les composent, brisent l'effort des lames les plus violentes. Du côté de la mer, le flot se déchaîne avec la plus grande impétuosité; du côté opposé de la barrière, il est presque tranquille. On comprend qu'un système de lest et d'attache conserve le môle dans la position qu'il doit garder même au milieu des tempêtes les plus terribles. D'après les expériences rapportées par M. de Chabannes, des matelots sont restés sur ces môles pendant les plus fortes tempêtes sans courir le moindre danger. Ces brise-lames ne sont jamais établis sur une grande longueur; on les dispose par sections égales en laissant entre eux un petit intervalle qui ne nuit en rien à l'effet d'ensemble qu'ils doivent produire. Chacune de ces sections peut coûter environ 25,000 fr. En outre, comme il n'est pas nécessaire d'employer du bois neuf pour leur construction, il devient facile de les obtenir à moitié prix. Avec la glu marine, on les préserve pendant longtemps de l'action de l'eau. M. de Chabannes propose d'employer les môles flottants aux réparations qu'exigent les ports, et surtout à ceux que les besoins de notre commerce vont nous faire créer sur la côte d'Afrique. Il a calculé qu'avec 200,000 fr., on peut établir un port commode et sûr. Ainsi, ce qui ne se faisait autrefois qu'à force de temps et d'argent, peut s'improviser aujourd'hui à peu de frais.

— Les nouvelles reçues en Angleterre par le *Clyde*,

sont de la Vera-Cruz, du 2 avril; de la Jamaïque et de la Barbade, du 8; de la Havane du 10 et de St-Thomès du 15. Le steamer apporte un fret de \$86,635 dollars, plus une assez grande quantité de poudre d'or et d'argent, ainsi que d'autres marchandises; il ramène en Europe le ministre plénipotentiaire d'Espagne au Mexique, M. de Olivier.

Les avis des Antilles anglaises ne présentent pas un grand intérêt: le tems dans toutes les colonies était favorable aux récoltes, qui promettaient un accroissement sur le chiffre de l'année dernière. A la Barbade, les habitants étaient constamment alarmés par les nombreuses tentatives d'incendie, que faisait la malveillance pour détruire les propriétés; quelques cas de fièvre jaune y ont été constatés, mais sans que la maladie ait pris un caractère alarmant. On a découvert dans quelques parties de l'île des dépôts de houille qui ne sont pas à plus de 5 pieds de profondeur; on dit ce charbon d'une qualité supérieure.

A Haïti, les affaires sont dans une position précaire; la population n'est pas encore remise des excès commis pendant la dernière révolution, et l'on craint que l'ex-président Hérard ne se mette à la tête d'un nouveau mouvement; les uns disent qu'il a quitté la Jamaïque dans ce but, d'autres affirment, au contraire, qu'il a complètement abandonné tout projet de reconquérir le pouvoir.

Les nouvelles du Mexique ne sont pas rassurantes: il semble, maintenant que la révolution est finie, qu'un autre mouvement se prépare: tous les partis de la république se sont réunis pour abattre Santa-Anna, leur ennemi commun, mais maintenant qu'il est en leur pouvoir, les fédéralistes relèvent la tête et se montrent disposés à faire triompher leurs vœux politiques.

Le dictateur est toujours en prison, attendant son jugement, mais l'ex-ministre de la guerre a passé devant la cour et a été condamné à dix années d'emprisonnement.

— L'*Echo de l'Atlas*, raconte ainsi un amusement auquel l'un de ses rédacteurs ont assisté :

« Il est d'usage, à Bidah, que de temps à autre le chef de famille réunisse amis et connaissances pour assister à un amusement, selon les indigènes, fort innocent. On mange, on boit, on se réjouit, on danse même; jusque-là rien d'extraordinaire, sans quoi, que serait-ce que fête chez les hommes froids et peu impressionnables en apparence, mais qui sentent le besoin d'être et toujours fortement émus? Voici venir, tandis que tout est dans la joie, tandis que les femmes cachées derrière des rideaux, rient de manière à rompre la tête, le mot mille fois répété de leur ion... ion... ion... qui exprime et douleur et plaisir, voici venir un homme que, dans un autre temps, on eût dit possédé du diable. Ses contorsions, ses grimaces, ses gestes, son travail tant de mouvement de corps, font souffrir le spectateur. Il finit par tomber sans connaissance et comme mort. Vous croyez que c'est un bien pour lui, tant vous avez souffert de le voir pâtir lui-même. — Voilà qu'il recommence, il se réveille, et tandis qu'il imite tour-à-tour les cris plus ou moins bizarres des animaux sauvages du pays, ce sont des morceaux de bois dur, des ronces, des figures naissantes de barbarie, épines comprises, des rats, des scorpions vivants qu'il avale; ce sont des fers rougis par le feu qu'il s'enfonce dans le gosier; ce sont de longues aiguilles, des clous aigus qu'il s'enfonce dans la tête; ce sont, que sais-je? car nous n'avons plus eu la force de regarder. »

Le nouveau journal, qui vient de paraître sous le titre de *Monde des Enfants*, Revue encyclopédique de la jeunesse, annonce un sensible progrès

dans le genre des publications qui s'adressent à la jeunesse. C'est une conception neuve, originale dans son ensemble comme dans ses détails, complète en sa totalité sous tous les rapports dans son exécution. Tout ce qui se rattache de bon ou de près aux intérêts intellectuels ou matériels de l'enfance ou de la jeunesse trouve sa place dans ce journal au milieu d'un cadre où tout est prévu à l'avance. La morale, l'éducation, l'enseignement y sont compris et développés habilement sous les aspects les plus variés. Et cependant jamais la rédaction ne cesse d'être piquante, vive et intéressante; les études même y revêtent les formes les plus intéressantes; et ce n'est pas sans justice que cet embranchement du journal y porte le titre d'*Etudes rendues attrayantes et faciles*. Ce qu'il a fallu d'études, d'expérience et de talent pour obtenir un pareil résultat est vraiment prodigieux. On s'en étonnera moins toutefois en apprenant que la création de ce journal est due à M. Alex. de Sallat, dont les antécédents ont déjà si souvent prouvé la supériorité dans ce genre de littérature dont il a adopté exclusivement la spécialité; et il appartenait à l'auteur des *Enfants peints par eux-mêmes*, des *Types*, *caractères et portraits de jeunes filles*, des *Mémoires d'un centenaire*, des *Enfants chez tous les peuples*, des *Ecoles royales de France*, et de tant d'autres ouvrages qui ont tracé une route nouvelle, plus large et plus brillante, à la littérature pédagogique, il appartenait à M. Alex. de Sallat de couronner par celle-ci toutes ses précédentes conceptions, et, nous n'hésitons pas à le prédire, tous ses succès antérieurs par un plus grand succès. Comment en douter en effet, quand autour et au-dessus de son nom l'on voit briller ceux des plus éminents écrivains dont la France s'honore : MM. de Lamartine, de Salvandy, Nisard, J. Janin, Alex. Dumas, Eug. Sue, Achille Comte, Lévy Alvarès, Victor Boileau, etc.; les noms des muses qui font la gloire de notre époque et celle de leur sexe, mesdames Amable Tastu, Mélanie Valdor, L. Collet, Desbordes-Valmore, Ach. Comte, Anaïs Ségalas, etc.; quand on voit le *Monde des Enfants* s'acquiescer l'approbation du premier corps savant du pays, du conseil royal de l'instruction publique, par sa réunion à la *Revue des Enfants*, d'ajouter que le *Monde des Enfants* réalise en dessins, vignettes, gravures, lithographies, etc., au prix le plus modique, un luxe inconnu jusqu'ici et qui n'a d'égal que le journal *l'Illustration*, dont il suit généreusement les traces, serait-ce un éloge après ce que nous venons d'en dire? Pourquoi pas?... Aujourd'hui l'on veut la forme et le fond : ce charmant journal réunit souverainement ces deux avantages; tous les enfants voudront s'abonner au *Monde des Enfants*, aucune famille ne pourra s'y refuser. Honneur donc et bonheur au *Monde des Enfants*!... C'est notre vœu bien sincère!... De pareilles publications sont rares; quand elles paraissent, elles ont droit à la bienveillance, nous dirions presque à la reconnaissance du public, c'est un devoir de leur venir en aide.

AVIS.

Mise en ferme des biens Communaux.

Le public est prévenu que le 7 juin 1845 à midi, il sera procédé par voie d'enchères publiques, dans la salle de la Sous-Préfecture de Bastia à l'adjudication pendant trois années consécutives qui commenceront le 1^{er} juin prochain, et finiront le 31 décembre 1847, des biens ruraux appartenant à la commune de Borgo, et sur la mise à prix de 900 fr. par an.

Les offres seront reçues, l'adjudication sera faite en présence de M. le Maire de Borgo, de l'adjoint, d'un membre du Conseil municipal et du Receveur de ladite Commune. Ceux qui voudront prendre connaissance du cahier des charges pourront s'adresser, soit au secrétariat de la Sous-Préfecture de Bastia, soit à la Mairie de Borgo.

Fait à Bastia, le 14 mai 1845.

Le Sous-Préfet de Bastia,
Signé : MORATI.

NOUVELLE AUGMENTATION DU FORMAT. — NOUVELLE RÉDUCTION DU PRIX DE L'ABONNEMENT.
Par suite du développement de ses annonces, le journal LA PRESSE, d'ici au 1^{er} Juillet prochain, PORTERA DE SEIZE A VINGT LE NOMBRE DE SES COLONNES, C'EST-A-DIRE QU'ELLE AUGMENTERA SON FORMAT D'UN QUART EN ÉTENDUE, ET RÉDUIRA LE PRIX DE SON ABONNEMENT Pour les Départements, de 14 francs à 13 francs par trimestre, soit de 4 francs par an.
En résumé : à partir du 1^{er} Juillet le format de la PRESSE sera DOUBLE en étendue de celui du SIÈCLE LA PRESSE, QUI S'EST ASSURÉ PAR UN TRAITÉ LA COLLABORATION A PRO PRES RACUNIVE DE M. ALEX. DUMAS PENDANT 5 ANS, PUBLIERA DANS LE COURS DE CE SEMESTRE,

LES MÉMOIRES D'UN MÉDECIN,

PAR L'AUTEUR DE PASCAL BRUNO, DES TROIS MOUSQUETAIRES, DE LA REINE MARGOT, ETC., ETC.
CEROMAN EN SIX VOLUMES ET EN QUATRE ÉPOQUES SERA PRÉCÉDÉ OU SUIVI DE

LA CROIX DE BERNY,

ROMAN A QUATRE.
PAR LE VICOMTE CHARLES DE LAUNAY, THÉOPHILE GAUTIER, MÉRY ET JULES SANDRAU.
ON S'ABONNE A PARIS, RUE MONTMARTRE, 131, ET DANS TOUS LES BUREAUX DE POSTES ET DE MESSAGERIES :
PRIX : 48 FR. PAR AN; 25 FR. PAR SEMESTRE; 15 FR. PAR TRIMESTRE. (7354)

Le Journal Comptoir des Imprimeurs-Unis (COMON et COMPAGNIE), 15, quai Malaquais.

LE MONDE DES ENFANTS

Revue Encyclopédique illustrée de la Jeunesse, réunie à la Revue des Enfants.

APPROUVÉE PAR LE CONSEIL ROYAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET AUTORISÉE À ÊTRE DONNÉE EN LECTURE DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION.

Sous la direction de M. ALEXANDRE DE SAILLET.

Principaux Collaborateurs : MM. A. de Lamartine, Victor Hugo, N.-A. de Salvandy, E. de Girardin, Nisard, Ach. Comte, Jules Janin, Alex. Dumas, J. Le Fèvre, E. Deschamps, Alvarès, Lévi, Victor Boreau, Borel-d'Hauterive, Delahaye, J. Morand, M^{me} E. de Girardin, Ach. Comte, L. Colet, Ancelot, A. Ségalas, A. Tasty, Desbordes-Valmore, etc., etc.

Le premier numéro, qui est en vente, contient une Lettre introductive de M. A. LAMARTINE et un Texte spécial de M. DE SALVANDY. On s'abonne également chez tous les Libraires et Directeurs des Postes de la France et de l'Étranger.

Paris, à la Librairie Agricole, quai Malaquais, 19.
En province, chez tous les Libraires et Correspondants du Comptoir central de la Librairie.

MAISON RUSTIQUE

DU XIX^e SIÈCLE
PUBLIÉ EN 5 VOL. IN-4^e, AVEC PLUS DE 2,500 GRAVURES.

Mise en vente du tome 5 et dernier, **ENCYCLOPÉDIE D'ORTICULTURE**, avec 500 grav. représentant les instruments, plantes, légumes, serres, jardins, etc.

CHACUN VOL., 12 F. LES CINQ VOL. 39 F. 50 C.

D'AGRICULTURE PRATIQUE

ET DE JARDINAGE

Publié sous la direction du Dr BIXIO, par les rédacteurs de la MAISON RUSTIQUE.

Un cahier de 30 p. in-4^e par mois, avec gravures Prix, franco 12 fr. par an.

IL MESE DI MARIA

OSSIA
IL MESE DI MAGGIO
CONSCRATO
A MARIA SANTISSIMA
Coll'esercizio di varj fiori di Virtù;
Del P. ALFONSO MUZZARELLI.
Edizione fatta per la Corsica, dietro le molteplici richieste de' Devoti di Maria.
Trovansi vendibile in Ajaccio, Bastia, Corte, Sartene, Calvi ed Isola-Rossa. — Prezzo 75 centesimi.

Lorsque les Cautères sont entretenus avec les POISÉLASTIQUES en caout-chouc, émollients à la guimauve, suppuratifs au garou. Le

TAFFETAS RAFFRAÎCHISSANT, les COMPRESSES en papier lavé, les SERREBRAS à plaque ou sans plaque de Leperdriol pharmacien à Paris, faubourg Montmartre, 78. Ils ne sont jamais douloureux et produisent les bons effets qu'on a droit d'en attendre. S'adresser dans les principales pharmacies de Bastia. (7325.)



Le bateau à vapeur la LETIZIA, partira de Bastia pour Marseille Dimanche prochain 18 courant à 8 heures du matin, et de Marseille pour Bastia, le 25 dit à la même heure.

Un autre bateau à vapeur, de la comp. Valéry frères, partira de Bastia pour Ajaccio, le 24 courant à 6 heures du matin, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 25 au matin.

Il repartira pour Bastia le 26 au soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

DE LA PLAGE 8 mai, tartane Luxor, français, de 58 tx, c. Gimelli, charbon.

DE LA PLAGE 8 id. tartane Mexicain, français, de 45 tx, c. Rounard, charbon.

DE LA PLAGE 8 id. tartane M^{re} Josephine, français, de 62 tx, c. Fournier, charbon.

BONIFACIO 11 id. bateau J^e Cléante, français, de 21 tx, c. Sanguinetti, planches.

LIVOURNE 11 id. bat. à vap. le Golo, français, de 57 tx, c. Bogliani, passagers.

MARSEILLE 12 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses et passagers.

LIVOURNE 13 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

LIVOURNE 13 id. mistick Assomption, français, de 29 tx, c. Streiti, blé.

LIVOURNE 13 id. goélette St-Joseph, français, de 38 tx, c. Gabrielli, diverses.

LIVOURNE 13 id. brick-goël. Conception, français, de 29 tx, c. Ersi, blé.

DE LA MER 13 id. goélette Étoile de l'État, français, c. Jugan, lieutenant de vaisseau.

MARSEILLE 14 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, dépêches et passagers.

DÉPARTS.

LIVOURNE 8 mai, mistick Conception, français, de 30 tx, c. Bonelli, lest.

MARSEILLE 9 id. paquebot Ajaccio, français, de 120 ch. c. Prudent, dépêches et passagers.

LIVOURNE 9 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

GENES 11 id. bonif V^e des Carmes, sarde, de 18 tx, c. Raussa, bois.

LIVOURNE 12 id. brick-goël. St-Antoine, français, de 45 tx, c. Sicolin, lest.

A LA PLAGE 12 id. brick Valéry-Jean, français, de 120 tx, c. Sciacaluga, lest.

A LA PLAGE 12 id. tartane F. Étienne, français, de 55 tx, c. Guattella, lest.

A LA PLAGE 12 id. tartane St-Jacques-André, français, de 45 tx, c. Vassalier, lest.

A LA PLAGE 12 id. chasme-marée Amélie, français, de 56 tx, c. Bonelli, lest.

LIVOURNE 12 id. mistick Assomption, français, de 29 tx, c. Thiers, lest.

A LA PLAGE 12 id. bonif Précurseur, français, de 25 tx, c. Valéry, lest.

A LA MER 13 id. bat. à vap. de l'État, l'Antilope, français, c. Stall, lieutenant de vaisseau.

A LA MER 13 id. goélette de l'État Étoile, français, c. Jugan, lieutenant de vaisseau.

LIVOURNE 14 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FANTANI.

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Sévilles.

A Paris, à l'Office-Correspondance de L. JOLYET et Co, Rue N.-D.-des-Victoires 46, (Place de la Bourse) entre par la rue Brochant, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

FRUX

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 »
Un an 16 »
Pour le Continent 20 f.
Pour l'Étranger... 24 »
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 »
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

La chambre des députés pousse avec activité ses travaux. Les lois d'intérêt matériel sont discutées avec ensemble et mesure, et parmi ces lois la plus sérieuse est celle relative au chemin de fer de Paris à la frontière belge. Cette loi est de la plus grande importance, car le chemin qu'elle doit ouvrir a un double caractère : c'est un lien comme une route de communication ordinaire, mais c'est aussi un moyen de défense ou d'attaque pour le territoire. En rapprochant Paris de la Belgique, ce chemin confondra de plus en plus les destinées des deux peuples, dont les intérêts politiques sont communs, comme l'origine de leur dernière révolution a été semblable. D'importantes modifications se sont introduites aujourd'hui dans la manière de considérer la durée des concessions à faire aux compagnies. On comprend qu'il importe à l'État de n'abandonner aux compagnies les lignes nouvelles que le temps strictement nécessaire pour qu'elles puissent rentrer dans les avances qu'elles auront été appelées à faire pour les rails, fournir le matériel d'exploitation et rembourser à l'État une partie des dépenses qu'il a faites pour les travaux de terrassements. Ainsi les conditions du contrat à intervenir entre l'État et les compagnies sont plus équitables sans être onéreuses pour les seconds, et l'État pourra rentrer, au bout d'une trentaine d'années, dans la propriété de ces lignes de chemins de fer, dont il serait à désirer que quelques-unes, celles qui ont un caractère politique, restassent exclusivement entre ses mains.

La commission à laquelle a été renvoyé l'examen du projet de loi sur l'amélioration de plusieurs ports de l'Océan et de la Méditerranée, n'a pas fait encore son rapport, et bien que les journaux de Paris gardent le silence à cet égard, nous ne pouvons pas penser que ce projet de loi soit délaissé ou négligé. Trop d'intérêts sérieux, depuis longtemps en souffrance sont dans l'attente, pour que la commission ne se fasse pas un devoir de seconder les intentions bienveillantes et réparatrices du ministère. D'ailleurs la chambre a encore tout le temps nécessaire pour ses travaux. Le rapport du budget n'est pas encore déposé et l'on sait qu'entre la discussion des deux budgets des dépenses et des recettes, la chambre réserve d'ordinaire une place pour l'examen des lois urgentes, qu'elle n'a pu discuter jusque-là. Nous ne doutons pas que le projet de loi sur les ports ne vienne ainsi en temps opportun.

Le bateau à vapeur de la correspondance le Napoléon, qui nous avait habitué jusqu'ici à une mar-

che des plus rapides, et qui arrive d'ordinaire à Bastia le mercredi à 7 heures du matin, est parvenu à se surpasser lui-même. Hier il est entré dans le port à 4 heures et demie du matin, c'est-à-dire qu'il n'a mis que 19 heures à peu-près pour faire les quatre-vingt lieues qui nous séparent de Marseille, et encore a-t-il perdu près d'une heure et demie en route à cause d'un accident, peu important au reste, arrivé à sa chaudière. C'est là une marche vraiment extraordinaire et qui mérite d'être signalée comme un des faits les plus remarquables de la navigation à vapeur.

Hier mercredi une touchante cérémonie a eu lieu au Collège royal. Plusieurs élèves de cet établissement ont fait leur première communion et ont reçu le sacrement de la Confirmation sous les yeux d'un grand nombre de parents et d'amis et de fonctionnaires du collège qui s'étaient empressés d'assister à cette fête de famille. Mgr l'Évêque d'Ajaccio a célébré une messe basse et a administré les deux sacrements à ces jeunes élèves, qui se sont fait remarquer par leur tenue modeste et par la piété qu'ils apportaient à accomplir ces deux actes religieux. M. le Vicaire général Sarrebayrouze leur a adressé une chaleureuse improvisation, dans laquelle il s'est plu à leur retracer la grandeur de l'acte qu'ils venaient d'accomplir. A la fin de la cérémonie une collecte a été faite, parmi les personnes nombreuses qui se trouvaient à cette réunion, au profit de la salle d'asile ouverte à Bastia.

Par ordonnance royale en date du 16 mai, M. Fresneau, sous-préfet de l'arrondissement de Cambrai, a été nommé préfet du département de la Corse, en remplacement de M. Jourdan (du Var), qui est nommé maître des requêtes en service extraordinaire.

Des pêcheurs ont pris ce matin, en faisant la pêche des anchois, trois gros poissons, de la famille des *Squalus*, longs de plus d'un mètre et pesant près de trente kilogrammes. Cette pêche extraordinaire avait attiré ce matin un grand nombre de curieux qui venaient admirer ces belles espèces que l'on ne voit pas souvent surpris par les marins.

La commission formée pour examiner le projet de loi relatif à la suppression des droits et vacations accordés aux juges de paix a terminé son travail. Elle introduit dans le projet deux modifications importantes. La première porte que le traitement des juges de paix sera de 1,500 fr. dans les villes de 3,000 âmes et au-dessus, où ne siège pas un tribunal de 1^{re} in-

stance. Le projet ministériel ne portait le traitement à 1,500 fr. que dans les villes de 6,000 âmes et au-dessus. La seconde modification concerne les greffiers de justice de paix, dont elle améliore la position : c'est une disposition nouvelle, aux termes de laquelle, avant le 1^{er} janvier 1846, il sera fait, par une ordonnance royale rendue dans la forme des règlements d'administration publique, un tarif des droits et vacations des greffiers des juges de paix dont le traitement actuel est maintenu, sans égard à l'augmentation de traitement accordée aux juges de paix. Le tarif comprendra le coût des lettres d'avertissement, nonobstant la disposition de l'article 17 de la loi du 25 mai 1838. La même ordonnance déterminera le montant de l'indemnité allouée pour les transports des juges et de leurs greffiers à plus de cinq kilomètres du chef-lieu de canton.

Il avait été question, dans la commission, d'augmenter le traitement des greffiers dans la proportion établie par la loi de prairial an 7, c'est-à-dire de le porter au tiers de celui des juges d'après la nouvelle loi. La commission a été unanime pour reconnaître que la position des greffiers devait être améliorée, mais elle n'a pas trouvé que le moyen indiqué fût bon et praticable.

Par une circulaire récente préparée sur un avis du comité des finances du conseil d'état, M. le directeur général des contributions directes fait connaître aux agents de l'administration que le cumul des éléments servant à régler le droit fixe de patente doit être effectué de la manière la plus favorable aux industriels. Ainsi, par exemple, le droit fixe d'un exploitant de plusieurs moulins doit se composer de la réunion des sommes dues pour chaque moulin pris isolément, et non de la somme que produit le tarif appliqué à la totalité des meules considérées comme dépendant d'un seul moulin ; au contraire, le droit fixe d'un exploitant de plusieurs tuileries ou de tous autres établissements pour lesquels le droit sur les premiers instruments est plus élevé que pour ceux qui viennent s'y ajouter, doit être réglé comme si tous les instruments étaient réunis dans un même établissement. Répondant à un doute exprimé sur la question de savoir comment il convient de régler le droit fixe des patentables qui exploitent plusieurs branches d'industrie dans un même établissement, comme un moulin à blé et une scierie, une filature et une teinturerie, etc., etc., M. le directeur fait connaître que ces patentables sont placés dans la situation prévue à l'article 7 de la loi ; ils exercent plusieurs industries et ne peuvent être soumis qu'à un seul droit fixe, celui de l'industrie pour laquelle ce droit est le plus élevé.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

Une instruction du directeur-général des douanes recommande aux chefs de bureau des services maritimes, de ne faire procéder, en général, à bord des navires, à l'ouverture des colis dont le débarquement immédiat n'est point réclamé, que dans le cas où cette formalité serait nécessitée par des soupçons de fraude ou par d'autres circonstances extraordinaires. En dehors de ces cas exceptionnels, l'action et la surveillance du service actif à bord des vaisseaux doit se borner à la reconnaissance extérieure des colis et de leur identité, tant pour la forme que pour les marques et numéros, avec les indications portées au manifeste des capitaines; mais il doit en être autrement pour les colis que, faute de réclamation et de déclaration en détail, les capitaines déclarent vouloir mettre en dépôt dans les magasins de la douane. Dans ce cas il devient indispensable pour la garantie des droits du trésor que la nature du contenu des colis soit vérifiée.

Nouvelles Diverses.

— On dit que M^{me} la duchesse de Nemours doit se rendre à Londres, où elle assistera à un brillant bal costumé que donnera la reine d'Angleterre. Les costumes de ce bal seront empruntés au règne de la reine Anne.

— M. Guizot a été reçu samedi par le roi et la famille royale. Sa santé se rétablit parfaitement.

— M. le maréchal Saut a déclaré officiellement hier à la commission du budget que l'expédition contre la Kabylie n'aurait pas lieu cette année. C'est la confirmation de ce que nous avions annoncé d'après un journal ministériel.

— La chambre des pairs a adopté hier le projet de loi relatif à la contrefaçon des œuvres littéraires en Sardaigne et plusieurs autres projets de loi relatifs à des emprunts de villes ou à des circonscriptions territoriales.

Il est à remarquer que M. Victor Hugo n'a pas pris la parole pour soutenir les modifications demandées par la société des gens de lettres à propos du traité conclu avec la Sardaigne, touchant la contrefaçon des ouvrages littéraires.

— Une commission supérieure, dont fera partie le sous-directeur des travaux hydrauliques, doit se rendre de Toulon à Port-Vendres pour y statuer sur le projet d'agrandissement de ce port, et sur les établissements maritimes qu'on va y former, afin d'en faire un port de relâche et de radoub.

— Le roi des Belges a reçu, vendredi dernier, deux députations, l'une des maîtres imprimeurs, fabriciens de papier, etc., l'autre du comité central des compagnons typographes, qui tous deux ont exposé leurs doléances au sujet du projet que l'on prête au gouvernement d'abolir la contrefaçon. Le roi s'est fortement entretenu avec les membres du comité central.

— L'ordonnance suivante sur les gratifications et amendes en matière de délit de chasse, portant la date du 5 mai 1845, est publiée par le *Moniteur* d'aujourd'hui 14 mai :

« Art. 1^{er}. La gratification accordée aux gendarmes, gardes forestiers, gardes champêtres, gardes pêche et gardes assermentés des particuliers, qui

constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, est fixée ainsi qu'il suit :

» Huit francs pour les délits prévus par l'art. 11 :

» Quinze francs pour les délits prévus par l'art. 12 et 13, paragraphe 1^{er} ;

» Vingt-cinq francs pour les délits prévus par l'art. 13, paragraphe 2.

» Art. 2. La gratification est due pour chaque amende prononcée; elle sera acquittée par les receveurs de l'enregistrement, suivant le mode actuel et les règles de la comptabilité ordinaire.

» Art. 3. Il sera tenu un compte spécial par commune du recouvrement des amendes. Ce compte sera réglé chaque année; après prélèvement des gratifications et de cinq pour cent pour frais de régie, le produit restant des amendes recouvrées sera compté à la commune sur le territoire de laquelle l'infraction aura été commise.

» En cas d'insuffisance de l'amende pour le paiement de la gratification, il ne sera, pour cet excédant, exercé aucun recours contre la commune.

» Les frais de poursuites tombés en non-valeur seront remboursés conformément à l'art. 6 de l'ordonnance du 30 décembre 1823.

» Art. 4. Il ne pourra être alloué qu'une seule gratification, lors même que plusieurs agents auraient concouru à la rédaction du procès-verbal constatant le délit.

» Art. 5. La présente ordonnance est applicable aux amendes qui auront été déjà prononcées en vertu de la loi du 3 mai 1844.

— Les bureaux de la chambre des députés ont examiné le 13 mai la seconde proposition de M. Demesmay, tendant à réduire d'un tiers par kilogramme l'impôt sur le sel, à partir du 1^{er} janvier 1846. On a pensé en général que la session est trop avancée pour que cette proposition pût être soumise aux délibérations des chambres. Quelques membres ont exprimé le vœu que le gouvernement lui-même prit l'initiative sur cette question qui forme une des principales branches des revenus de l'Etat. La lecture de la proposition a été autorisée par sept bureaux sur neuf.

— Les bureaux ont procédé ensuite à la nomination de la commission pour le projet de loi tendant à accorder au gouvernement un crédit de 10 millions 500,000 fr. pour le curage et la défense de la petite rade de Toulon, et 2 millions 500,000 fr. pour l'amélioration de la rade de Port-Vendres. Les bureaux ont accueilli favorablement ce projet de loi, qui est d'une si haute importance pour notre marine.

— On écrit de Madrid, 9 mai :

Un courrier extraordinaire arrivé de Rome, a apporté le concordat conclu avec le saint-siège, mais consenti par le pape à ces conditions :

1^{re} Tous les évêques émigrés devront rentrer en Espagne sans être assujettis à prêter serment à la constitution du pays;

2^o Dans chaque province, il y aura deux couvents où se réuniront les religieux de tous ordres, chassés autrefois de leurs maisons;

3^o Le gouvernement sera tenu de faire reconstruire les bâtiments nécessaires à ces religieux;

4^o Les religieux pourvoient à leurs besoins au moyen d'une contribution de 15 p. 0/0 prélevée sur les acquéreurs de biens ecclésiastiques;

5^o Les diocèses seront administrés par des gou-

verneurs nommés, non par des chapitres, mais par les évêques en exercice les plus voisins.

— Le nombre des prisonniers que l'Algérie envoie en France augmente tous les jours et tend à s'accroître en raison des relations plus nombreuses que nous entretenons avec les indigènes. Trois dépôts sont ouverts, l'un au fort de l'île Sainte-Marguerite, pour les prisonniers politiques; l'autre au fort Brescou; le troisième au fort Saint-Louis de Cette; ces deux derniers pour les malfaiteurs et les hommes dangereux.

Il n'est pas sans intérêt de suivre le mouvement de ces dépôts depuis leur création.

630 prisonniers ont été détenus au fort de l'île Sainte-Marguerite, parmi lesquels 360 hommes, 151 femmes, 51 garçons, 74 filles; 334 ont été rendus à la liberté ou évacués au fort Brescou; 37 sont morts, dont 13 hommes, 11 femmes, 10 garçons, 3 filles; 15 sont nés en prison, 6 garçons, 9 filles. L'effectif actuel est de 274 prisonniers.

163 Arabes ont été envoyés au fort Brescou, dont une femme; 51 ont été rendus à la liberté; 4 sont morts. L'effectif actuel est de 108.

Le fort Saint-Louis de Cette n'a encore reçu que 12 prisonniers.

Le fort Saint-Charles, à Cette, est également disposé pour recevoir des prisonniers qui sont attendus. Les derniers événements de la province d'Alger et d'Oran doivent fournir de nouvelles recrues.

(Algérie).

— Le Midi n'est pas plus favorisé que le Nord et Paris : le temps y est froid et pluvieux. La grêle alterne avec la pluie. On craint pour la vigne et les fruits. Quelques récoltes sont aussi menacées.

— Il a été consommé, à Paris, dans le mois d'avril dernier : 6,458 boeufs, 1,374 vaches, 6,862 veaux et 40,413 moutons; le commerce a reçu 531,280 kil. de suifs fondus.

— Il existe au Canada une ville nommée London (Londres), comme la capitale de l'Angleterre; cette ville vient d'être, comme celle de Pittsburgh, en partie détruite par un incendie qui ruine et laisse sans asile plus de deux cents familles.

— On a reçu, aux États-Unis, des nouvelles de Carthagène, en date du 26 mars, qui annoncent l'élection du général Mosquera à la présidence de la Nouvelle-Grenade, par une majorité de trois votes électoraux seulement.

Des nouvelles de Guatemala, reçues par la voie de Mexico, annoncent que le 1^{er} février une révolution a été opérée dans cette ville par un officier nommé Marianna Mendez, qui a surpris l'hôtel du président, a mis en liberté le général Monterosa, ainsi que d'autres prisonniers politiques, et l'a proclamé chef de la révolution, dont le but précis était resté fort obscur. Après quelques escarmouches avec les troupes demeurées fidèles au gouvernement, celles-ci s'étaient retranchées dans les faubourgs et avaient accordé aux insurgés jusqu'au 6 février, pour qu'ils se retirassent, en promettant de suspendre toute attaque jusqu'à ce jour.

À San-Salvador, il y a eu aussi, le 2 février, une révolution née d'un conflit entre les autorités militaires et civiles. Celles-ci paraissent avoir eu le dessus, fait assez rare en Amérique.

— Le navire *Sea*, entré mercredi soir à Liverpool,

y a apporté la nouvelle d'un incendie terrible qui a détruit une partie de la ville de Pittsburg (État-Unis). Vingt rues entières, comprenant mille à douze cents maisons, ont été la proie des flammes. Plusieurs personnes ont été ensevelies sous les décombres, et le dommage total est évalué à 10 millions de dollars, plus de 50 millions de francs.

— La reine d'Angleterre porte en ce moment un bracelet orné de quatre diamans de la plus belle eau, et qui tous ont appartenu à des personnages politiques de la plus haute importance. Le premier était en la possession de la princesse de Galles, première femme de Léopold de Belgique; le second et le troisième étaient la propriété de Marie-Antoinette, et le dernier a brillé jadis sur le front de l'infortunée Marie Stuart.

— Depuis que le docteur Steiger est condamné à mort, il est surveillé avec une rigueur extraordinaire, et aucun des membres de sa famille n'a obtenu la permission de le visiter dans son cachot.

L'autorité supérieure de Berne ayant destitué le professeur de droit docteur Snell, pour manifestation libérale, une souscription s'est ouverte à son profit afin de l'indemniser de la perte de son traitement; jusqu'à ce qu'il soit réintégré dans ses droits ou qu'il obtienne un professorat ailleurs.

— On lit dans le *Courrier des États-Unis* du 29 avril :

« Un homme, probablement fou ou ivre, est entré vendredi dans la *White-House*, à Washington, ayant un pain sous chaque bras et une bouteille de vin dans chaque main, sans que personne s'opposât à son introduction. Après avoir déposé ses provisions dans la salle de réception, il tira un long couteau de sa poche, l'ouvrit et pénétra, cette arme à la main, dans les appartements occupés par la famille du président Polk. En voyant cet étrange visiteur, les dames crièrent au secours, et l'intrus fut arrêté. Il s'appelle Milton Fowler et est âgé de 35 ans. À la suite de cette arrestation, la rumeur publique en avait fait une tentative d'assassinat contre la personne du président. »

— Les feuilles allemandes parlent d'un grave accident arrivé le 7 mai sur le Danube, près de Korneubourg, aux environs de Vienne : « Un bateau rempli de plus de 100 personnes (c'étaient pour la plupart des Slovaques qui revenaient d'un pèlerinage) a chaviré au moment où il allait aborder, par un effet de la trop grande précipitation qu'on lui avait mise les passagers à sortir du navire; plus du tiers de ces derniers a trouvé la mort dans les flots. »

— Le gouvernement mexicain a pris plus vivement qu'on ne l'avait cru aux États-Unis les résolutions du congrès au sujet de l'annexion du Texas. La cessation des relations diplomatiques entre les deux pays, notifiée le 28 mars par le ministre des affaires étrangères du Mexique au ministre plénipotentiaire des États-Unis à Mexico, a été accompagnée d'un décret qui ferme tous les ports du Mexique au pavillon américain, et de la déclaration qu'une armée allait marcher vers la frontière jusqu'à la rivière Sabine.

Une note qui a été adressée au ministre des États-Unis a été communiquée en même temps aux représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne; en voici le passage principal :

« En aidant le Texas à se soustraire à l'autorité pu-

blique, le cabinet des États-Unis a manqué de bonne foi; mais en poussant le Texas à s'incorporer à l'Union américaine, et en déclarant que cette incorporation a été pendant vingt ans le but constant de sa politique, il a tenu une conduite dont il n'y pas d'exemples dans l'histoire des peuples civilisés.

« Pour écarter des différends qui ne reposaient sur aucun principe de justice, le Mexique s'est prêté aux compromis les plus onéreux : il a oublié les injures qu'on lui a faites et les préjudices qu'on lui a causés; il a même fait preuve d'une loyauté qui lui donne aujourd'hui plus de droit, s'il est possible, pour élever la voix et protester, comme le fait le sous-séjour, contre l'annexion du Texas aux États-Unis et contre toutes ses conséquences. La république mexicaine emploiera, pour empêcher cette annexion, toute sa puissance et toutes ses ressources, et confiante en son bon droit, elle ne craint pas d'assurer, quel que soit le résultat, qu'elle conservera l'honneur qu'elle est décidée à défendre à tout prix. »

— Le ministre des États-Unis, adressé à M. G. Cuevas, ministre des affaires étrangères du Mexique, une note par laquelle il répond à la protestation du ministre contre le décret d'annexion du Texas.

M. Cuevas a répondu à cette note assez pacifique du reste en des termes assez virulents : disant que le gouvernement mexicain ne peut continuer les relations diplomatiques avec les États-Unis, d'après la supposition que ces relations pourraient se concilier avec la loi que le président des États-Unis a approuvée, eu égard à l'annexion du département de Texas à l'Union américaine. Cette détermination est fondée sur la nécessité où se trouve le Mexique de ne pas entretenir de relations d'amitié avec une république qui a violé ses obligations, usurpé une portion du territoire appartenant au Mexique. Les relations entre les deux pays, ajoute M. Cuevas, ne sauraient être rétablies avant que le Mexique n'ait obtenu une réparation complète de cette injure.

— On lit dans le *New-York Journal of Commerce*, l'extrait suivant d'une lettre de Mexico, en date du 28 mars :

« Le gouvernement a donné des ordres pour mettre nos ports et nos forteresses en état de défense, et l'on dit que si le Texas ne satisfait à notre dernière demande on lui déclarera ouvertement la guerre. »

— Une lettre de la Vera-Cruz, dit le *New-Orleans Bulletin*, en date du 2 avril, porte que le congrès mexicain a procédé à la seconde lecture d'un acte tendant à faire considérer comme coupable de haute trahison toute personne qui proposerait de reconnaître l'indépendance du Texas et la possession de ce pays par les États-Unis. La majorité du congrès est en faveur des hostilités contre le Texas, afin d'amener une guerre et rejeter le fardeau sur les États-Unis.

— Par des avis de Buenos-Ayres, reçus à New-York, l'on a appris que l'honorable William Brent junior, chargé d'affaires des États-Unis, a protesté contre l'intervention de l'amiral français, sous prétexte que les nations européennes n'ont pas le droit de contrôler les mesures politiques prises par les républiques américaines. Il prétend de plus, assurément, que si la guerre qui ensangante les bords de la Plata dure depuis sept ans, il ne faut l'attribuer qu'à la conduite tenue par la France et l'Angleterre.

Au départ du *Nautilus*, qui a apporté ces nouvelles, le bruit courait que le général Gido, ministre de la république Argentine, à Rio-Janeiro, avait demandé ses passe-ports, le gouvernement brésilien

ayant permis au général Paz de quitter Rio-Janeiro et de traverser la province de Corrientes.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement des États-Unis élève l'étrange prétention de prendre fait et cause pour les nations de l'Amérique du Sud, et cette manie de s'en mêler de ce qui ne le regarde pas, pourrait bien lui attirer plus tard des embarras. Mais on ne peut nier qu'il n'ait du vrai dans le reproche adressé à la France et à l'Angleterre, d'avoir, par leur politique incertaine et souvent contradictoire, éternisé la guerre qui désole les bords de la Plata.

— Le *Great-Western* est arrivé jeudi soir à Liverpool; il apporte les nouvelles de New-York jusqu'à la date du 24.

L'arrivée de ce steamer était attendue avec la plus vive impatience en Angleterre; il devait apporter la nouvelle de l'impression produite aux États-Unis par la déclaration de sir Robert Peel au sujet de l'Orégon, et que le Caledonia, dont le départ fut expressément retardé à cet effet, avait transmise à New-York. Le Caledonia est effectivement arrivé le 21, mais depuis deux jours que les nouvelles dont il était porteur, étaient connues du public, elles ne paraissent pas avoir le moindre affecté la susceptibilité américaine, et l'on n'y voyait aucune raison de s'inquiéter pour le maintien de la paix. Loin de là, l'on semble croire aux États-Unis que la question de l'Orégon rencontrera, dans la prochaine législature, sous l'inspiration même de M. Polk, moins de sympathie qu'elle n'en avait obtenu à la dernière session.

Les chances d'une rupture entre les États-Unis et le Mexique, paraissent également diminuées. M. Buchanan, secrétaire d'État, a répondu à la protestation du Mexique que l'annexion du Texas était maintenant une affaire décidée, qu'il est trop tard pour revenir sur les négociations à ce sujet, et que rien ne peut l'empêcher, qu'un refus de ratification de la part du Texas; il déclare, d'ailleurs, que le nouveau président fera tous ses efforts pour ôter au Mexique tout sujet de plainte et cultiver les relations amicales entre deux républiques sœurs l'une de l'autre.

— Une effroyable catastrophe vient de conterner la commune de Gergy (Oise). Un laitier, le nommé Martin, apparut tout-à-coup à sa fenêtre tenant dans sa main un couteau. Appelant la foule par ses cris (cela se passait en plein jour), il se coupa la gorge, et resta ainsi debout, la tête penchée de manière à faciliter l'écoulement du sang. Son malheureux père était au milieu des spectateurs glacés d'épouvante! Mais bientôt on vit Martin s'affaisser et tomber. On avait tenté d'ouvrir la porte, mais elle était fortement barricadée. La fenêtre était au premier étage, on dressa une échelle et l'on monta; Martin rendait le dernier soupir. Un spectacle plus horrible s'offrit au même instant aux regards : la jeune femme de cet insensé gisait sur le lit affreusement mutilée; il fallait tuer à coups de couteau... le sang ruisselait partout. Un accès de fureur furieuse a pu seul produire ce double drame épouvantable. Martin n'avait que 28 ans et sa femme était enceinte de quelques mois. Il laisse quatre enfants en bas âge.

— L'imbécillité ou la superstition ne sont pas moins grandes encore dans quelques contrées de la France; il est vrai que le nouveau fait que nous avons à citer s'est passé non loin de l'Espagne. Un jeune homme de la commune de Saint-André (rive droite de l'Adour) se trouvait atteint de fièvres intermittentes opiniâtres. Il s'imagina qu'un sort lui avait été jeté par une jeune fille de la commune; sous un prétexte, il la fit venir et quand elle fut près de lui, il exigea qu'elle lui retirât le sort et qu'elle fit à l'instant même cesser ses fièvres. La jeune fille protesta, le malade devint furieux, et s'armant d'un couteau il l'en frappa et l'ent tua si l'on n'était accouru à son secours. Le coupable a été arrêté et livré à la justice.

Le journal La Presse

qui a récemment le format des *Debat*, sans augmenter son prix, voulant prouver une fois de plus qu'aucun sacrifice ne lui coûte pour accroître et mériter son immense succès, est sur le point de prendre encore une nouvelle extension, tout en restant toujours au même prix de 48 fr. pour l'année. C'est alors qu'on pourra dire que la révolution est complète? (7346).

Annonces.

Extrait de la minute existant au greffe du tribunal civil de Bastia, dont la teneur suit :

L'an mil huit cent quarante quatre, le vingt de mois de janvier, au greffe du tribunal de première instance de Bastia.

Par devant nous, S^{te} Santelli greffier dudit tribunal, est comparu M. Montaud, substitut du procureur du roi au même siège, et nous à nous, pour rester déposés à ce greffe, une expédition en forme authentique de l'acte reçu le dix juillet mil huit cent quarante trois, par M^{re} Giudicelli, notaire à la résidence de cette ville, au moyen duquel les sieurs Anne-Marie née Bertrand et son mari Antoine-Léonard Colombani; Joseph Chini, officier en retraite et son épouse Marie-Magdelaine, tous demeurant et domiciliés à Bastia, ont vendu et cédé au profit du département de la Corse toute la baraque en planches désignée sous le n° 74 du plan terrier de la citadelle, ainsi que le terrain qui dépend de la dite baraque moyennant le prix de huit cents francs.

De laquelle remise et dépôt, nous lui avons donné acte et lecture faite, il a signé le présent avec nous.

Signé : MONTAUD. — S^{te} SANTELLI.

Enregistré gratis à Bastia le vingt-deux janvier mil huit cent quarante-quatre, folio 64, verso case 5^e.

Signé : H. CASABIANCA.

Pour extrait conforme, délivré à la requête de M. le capitaine du génie militaire en chef.

Le greffier du tribunal,
Signé : S^{te} SANTELLI.

L'an mil huit cent quarante-cinq, le trois mai, à Bastia, à la requête de M. le préfet du département de la Corse demeurant à Ajaccio, ayant domicile en l'hôtel de la préfecture, et de M. le sous-intendant militaire, domicilié et demeurant à Bastia, en tant que cela peut être nécessaire tous deux représentant l'Etat et M. le ministre de la guerre, pour l'administration du génie militaire; je soussigné Cortegiani Dominique, huissier, reçu immatriculé et exerçant près le tribunal de première instance de Bastia, y demeurant; ai notifié et certifié à M. Raffalli, procureur du roi audit tribunal, demeurant à Bastia, l'acte de dépôt ci-dessus transcrit de l'acte de vente passé comme dit est au même dépôt; j'ai déclaré en outre à mon dit M. le procureur du roi que mes requérants, au nom qu'ils agissent, feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'article 683 du code de procédure civile. Le but de la présente signification est pour purger, en conformité des articles 2193 et 2194 du code civil, de toutes les hypothèques légales, qui compétent ou peuvent compéter à Anne-Marie, née Bertrand, femme de Léonard Colombani, pour elle et pour ses enfants mineurs François, Jean-Baptiste et Marie-Catherine; et autant que de besoin audit Colombani; à Marie-Josephine, née Ordioni, femme de Joseph-Marie Ordioni, et autant que de besoin audit Ordioni; à Marie-Magdelaine, née Mattei, femme de feu Joseph Chini, pour elle et pour ses enfants mineurs Jeanne, Thomas-Napoléon et Balthazar, issus de son légitime mariage avec ledit Chini; à Joseph-Marie Coulombe, pour lui et pour ses enfants mineurs Joseph, Pierre et Thérèse, issus de son légitime mariage avec feu Marie-Françoise, née Chini; à Pierre Chini; à Marie-Thérèse, née Chini; femme de Christophe Diavada, pour elle et pour ses enfants mineurs Antoine, Louis, Joseph et Lucie, et autant que de besoin audit Diavada; à Barthélemy Chini, sergent-fourrier au 44^e de ligne, actuellement en Afrique; à Julie-Marie, née Chini, femme de Dominique Cortegiani, pour elle et pour ses enfants mineurs Antoine, Joseph, Catherine, Marie-Magdelaine et Anne-Marie, et autant que de besoin audit Cortegiani; à Marie-Josephine, née Chini, femme de Dominique Beveraggi, pour elle et pour ses enfants mineurs Antoine, Joseph, Catherine, Marie-Magdelaine et Anne-Marie, et autant que de besoin audit Beveraggi, tous mineurs, domiciliés et demeurant à Bastia, sur l'immeuble appartenant auxdits Joseph-Marie Ordioni, feu Joseph Chini, et Anne-Marie,

née Bertrand, femme de Léonard Colombani, et désignée dans l'acte de vente passé par devant M^{re} Giudicelli, notaire en cette ville, le dix juillet mil huit cent quarante-trois, dûment enregistré, et afin que mon dit M. le procureur du roi et les conjoints Colombani, Ordioni, Diavada, Cortegiani, Beveraggi, ainsi que les sieurs Coulombe, Pierre Chini, Barthélemy Chini et la veuve Chini n'en ignorent, je leur ai laissé à chacun séparément copie du présent et de l'acte de dépôt ci-dessus transcrit, à leurs domiciles par lant pour mon dit M. le procureur du roi qui a visé le présent original à sa personne.

Pour Léonard Colombani et Anne-Marie sa femme à la dite Anne-Marie.

Pour Joseph-Marie Ordioni et Marie-Josephine sa femme à ladite Marie-Josephine.

Pour Marie-Magdelaine veuve Chini, à sa personne.

Pour Joseph-Marie Coulombe à sa personne.

Pour Pierre Chini, à sa mère.

Pour Christophe Diavada et Marie-Thérèse, sa femme, à ladite Marie-Thérèse.

Pour Barthélemy Chini, à sa mère.

Pour Dominique Cortegiani et Julie-Marie, sa femme, à ladite Julie-Marie.

Dont acte, etc. Le coût est de 21 francs 20 cent.

Signé : D. CORTEGIANI.

Fu par nous procureur du roi,

Corte, le 3 mai 1845.

Signé : RAFFALLI.

Enregistré gratis à Bastia le 3 mai 1845, F° 37 V° C° 7.

Signé : H. CASABIANCA.

Pour copie conforme :

Le Capitaine du génie en chef,

DE COSTA.

M^{re} ALBERTINI, Modiste, à l'honneur de prévenir les dames qu'elle vient d'arriver de France avec un assortiment de nouveautés, articles de modes, et qu'elle emploiera tous ses soins pour mériter la confiance qu'on voudra lui accorder.

Elle demeure Rue des Jésumites à Bastia, vis-à-vis la pharmacie Girat.



Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry frères, partira pour Fiumorbo dans les premiers jours du mois de juin prochain, si, à cette époque, on aura réuni un nombre de passagers suffisant.

Les personnes qui se disposent à entreprendre ce voyage sont priées de se présenter au bureau des agents pour arrêter leurs places, avant le 26 courant, époque à laquelle on fixera définitivement le jour du départ.

Le prix des places pour aller et retour est fixé à 20 francs.

Pour la plus grande commodité des personnes qui se disposeraient à aller aux bains de Pazzichello, on combinerait leur débarquement et leur embarquement à Aleria.

Un autre bateau à vapeur, de la comp. Valéry frères, partira de Bastia pour Ajaccio, le 24 courant à 6 heures du matin, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 25 au matin.

Il repartira pour Bastia le 26 au soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

Vésicatoires, Cautères, de Leperdriel pharmacien à Paris. TARFETAS ÉPISPASTIQUES, TARFETAS RAPRAI-

CHISSANT, COMPRESSES en papier lavé, serres-bras à plaque et sans plaque. POIS ÉLASTIQUE en caoutchouc émollients ou suppuratifs, etc., ou moyens simples, propres, commodes, économiques pour bien entretenir ces sortes d'exutoires. Se trouvent dans les principales pharmacies de Bastia. (7326.)

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

DE LA PLAGE 15 mai, brick-goël. Ville de Bastia, français, de 75 tx, c. Zuani, fer.

DE LA PLAGE 16 mai, brick-goël. la Corse, français, de 49 tx, c. Marinetti, relâche.

LIVOURNE 17 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.

MARSEILLE 17 id. brick-goël. Solenzara, français, de 69 tx, c. Moniglia diverses.

PADULELLA 18 id. tartane F. Étienne, français, de 55 tx, c. Guaitella, charbon.

LIVOURNE 19 id. mistick Conception, français, de 30 tx, c. Bonelli, blé.

TOULON 19 id. brick-goël. Conception, français, de 40 tx, c. Marini, poudre.

MADELAINE (ILE) 20 id. gond. St-Antoine, sarde, de 10 tx, c. Semidei, fromage.

DE LA PLAGE 20 id. tartane Jacques-André, français, de 47 tx, c. Vassalier, charbon.

LIVOURNE 20 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

DE LA PLAGE 20 id. chasse-marée Amélie, français, de 56 tx, c. Bonelli, charbon.

MARSEILLE 20 id. brick-goël. Assomption, français, de 60 tx, c. Belgodere, diverses.

MARSEILLE 21 id. paquebot, Napoléon, français, de 120 ch. c. Blanc, dépêches.

DE LA PLAGE 21 id. brick-goël. Antoinette, français, de 51 tx, Laporta, charbon.

DÉPARTS.

A LA PLAGE 14 mai, bateau, J. Cléante, français, de 21 tx, c. Sanguinetti, lest.

MARSEILLE 16 id. brick-goël. Sampiero, français, de 79 tx, c. Rogliano, diverses.

LIVOURNE 16 id. brick-goël. Assomption, français, de 60 tx, c. Gentile, lest.

MARSEILLE 16 id. brick, Migliacciaro, français, de 120 tx, c. Guaitella, fonte en fer.

MARSEILLE 16 id. paquebot, Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, dépêches.

TOULON 16 id. goëlette de l'Etat, l'Étoile, français, c. Jugan, lieutenant de vaisseau.

LIVOURNE 17 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

A LA PLAGE 17 id. brick-goël. Antoinette, français, de 51 tx, c. Laporta, lest.

MARSEILLE 18 id. bat. à vap. Letizia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses et passagers.

LIVOURNE 19 id. mistick, Assomption, français, de 29 tx, c. Stretti, lest.

A LA PLAGE 19 id. goëlette, St-Joseph, français, de 38 tx, c. Gabrielli, lest.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

JEUDI 29 MAI 1845.

N° 22.

XII^e ANNÉE.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 »
Un an 15 »
Pour le timbre 25 c.
Pour l'étranger . . 35 »

PAIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires . . . 35 »
Les lettres et annonces doivent être adressées francs.

Bastia.

Il s'est tenu, ces jours derniers à Paris, un congrès agricole qui s'est occupé de traiter les questions les plus importantes pour l'avenir et la prospérité de l'agriculture en France. Quelques-unes de ces questions intéressent directement notre département, telles que la vaine pâture et la possession des biens communaux. On s'est plaint généralement de la fâcheuse situation que faisait à l'agriculture ce double abus et l'on a appelé sur ce double objet l'attention du gouvernement. Déjà l'année dernière une réunion de ce genre avait signalé quelques améliorations importantes, l'irrigation, par exemple, qui, cette année, a été réglementée par une loi dont nous avons publié le texte. Nul doute donc que la vaine pâture et les biens communaux ne provoquent, à leur tour, des projets de loi qui leur soient si importants de voir venir régulariser un état de choses déplorable qui compromet si gravement les progrès de l'agriculture ou qui laisse sans compensation vraiment utile et profitable des espaces considérables de terrain qui sont ainsi enlevés à la production.

Quant à la vaine pâture, tout a été dit sur ce sujet. Le mal est si grand qu'il frappe tout d'abord les yeux les plus prévenus ou les esprits les plus étrangers à ces matières. Le conseil général et les conseils d'arrondissement de la Corse n'ont pas été les derniers à réclamer avec énergie et persévérance. La vaine pâture est un malheur partout : en Corse elle est une véritable plaie, un fléau destructeur qui s'oppose à tout progrès, qui ruine les quelques efforts que l'on pourrait faire pour améliorer un état de choses déplorable. Il est grand temps que la législation intervienne active et prévoyante pour faire cesser d'incroyables abus, qui confisquent la propriété au profit de quelques conducteurs de troupeaux, alors qu'il serait si facile à ces derniers de trouver des conditions favorables pour l'élevage de leur bétail, sans compromettre les dépenses et les soins qu'on voudrait apporter à la culture des champs.

Quant aux biens communaux, d'après le mode qui les régit aujourd'hui, il y a aussi d'immenses réformes à introduire. Il ne saurait s'agir de dépouiller les communes des biens qu'elles possèdent ou même de les forcer à les aliéner moyennant une indemnité ou une vente. Il est bon que les communes aient des propriétés, alors que leurs revenus sont pour la plupart si peu considérables; mais il faut, dans l'intérêt des communes, que ces biens rapportent tout ce qu'ils peuvent produire et le système suivi aujourd'hui presque partout est loin d'atteindre ce but. Ces biens sont pour le plus grand nombre livrés au libre pacage des bestiaux de la commune, ou bien

laissés dans un état complet d'abandon. Dès lors, ou ils ne rapportent rien à la commune ou les avantages qu'elle en retire sont si peu appréciables qu'ils ne sauraient être évalués. Le congrès agricole de Paris a proposé des mesures qui nous semblent bonnes et qui, sauf avis meilleur et étude plus approfondie de la question, pourraient devenir profitables. Ainsi, on propose de conserver à la commune la jouissance et la propriété de ces biens; de ne permettre l'aliénation que par des motifs impérieux et dans le cas de besoins urgents; de louer une partie de ces biens, moyennant un fermage annuel et de ne laisser pour la pâture et au prix d'un raisonnable loyer qu'une partie de ces biens communaux. Pris, pour que la terre ne soit pas épuisée par des cultures trop répétées, on propose de faire alterner ces deux moitiés de biens communaux et de les livrer chacune à leur tour soit au labourage soit à la pâture. De cette façon les communes retireraient un revenu fixe, annuel; leurs budgets s'accroîtraient de sommes plus ou moins importantes qui pourraient les mettre à même de faire face à des dépenses utiles, nécessaires et celles qui retireraient un bénéfice réel, positif de la jouissance de ces terres rendraient en argent aux communes l'équivalent des avantages qu'ils se procureraient. La commune entière profiterait de ces biens communaux, qui, aujourd'hui, ne servent qu'à quelques uns et non à tous et qui encore laissent ces mêmes biens dans un état d'improdution et de stérilité presque absolue. Que de terres ainsi fécondes sont enlevées à l'agriculture, à la production et quelles sources de revenus disparaissent ainsi du budget des communes!

L'adoption de ces mesures serait utile en Corse comme sur le continent. L'agriculture chez nous a besoin d'encouragements, de développements et tout ce qui aura pour but de rendre à la culture intelligente les terres, qui ne seront jamais trop nombreuses, sera toujours bien venu. Nous désirons donc vivement que les vœux exprimés par le congrès agricole de Paris, surtout en ce qui concerne la vaine pâture et la jouissance des biens communaux, attire l'attention du pouvoir législatif. De tous les côtés on élève de justes réclamations sur une situation mauvaise, on demande la destruction d'abus invétérés. Le mal est signalé chaque jour avec plus d'énergie : il est temps enfin d'y apporter un remède prompt, efficace, décisif. N'oublions pas que le travail agricole est le plus important de tous les travaux qui s'appliquent à féconder la nature et à lui faire produire des richesses inépuisables. Ce travail moralise l'homme, l'attache au sol, crée des intérêts puissants : c'est de lui que l'industrie attend les matières premières, le commerce sa prospérité. On ne saurait donc trop l'encourager et le protéger.

Les bateaux à vapeur le *Métore* et le *Cerbère* et la gabarre la *Perdrix* sont arrivés à Bastia vendredi et dimanche dernier, apportant en Corse les deux premiers bataillons du 10^e de ligne qui vient de Perpignan tenir garnison en Corse et relever le 8^e de la même arme qui s'y trouvait depuis quatre ans. Les deux premiers bataillons du 8^e se sont embarqués mardi pour se rendre à Perpignan. Inutile de dire que ces bateaux n'ont pu entrer dans le port et qu'ils ont été obligés de se tenir en rade. Heureusement que la mer n'a pas été mauvaise pendant les quatre jours qu'ils sont restés à l'ancre.

On lit dans le numéro du 16 mai de la *Sentinelle de l'Armée* :

« Le 10^e régiment d'infanterie de ligne vient de s'embarquer à Port-Vendre pour aller relever à Bastia le 8^e de ligne qui se trouvait en Corse depuis plusieurs années. Après un séjour de près de quatre années dans la 31^e division militaire, le 10^e de ligne méritait autre chose qu'une sorte d'exil! »

Nous avons peine à nous expliquer la réflexion qui termine cet article. Nous avions cru jusqu'ici que la Corse était un département français qui ne le cède à aucun autre en patriotisme et en dévouement à la France, et que par conséquent une garnison en Corse était l'équivalent d'une garnison dans tout autre département français. Nous ne doutons pas que cette espèce d'interdit qu'on lance sur notre département sans le connaître, ne soit complètement démenti par le 10^e de ligne qui pourra bientôt se convaincre, — s'il ne l'a fait déjà par les renseignements qu'il a pu obtenir du 8^e qui nous quitte et dont nous avons pu apprécier l'excellente tenue, — que la Corse n'est pas un exil et que les sentiments vraiment français et l'accueil cordial se rencontrent ici comme dans tous les autres départements du continent.

Nous n'en dirons pas davantage; il suffit de faire connaître les griefs exprimés par la *Sentinelle* pour les réduire à leur juste valeur et nous ne doutons pas qu'ils ne trouvent de nombreux incrédules chez ceux-là même sur le sort desquels on a voulu s'apitoyer et que le 10^e de ligne n'aura pas trop à regretter la garnison de Perpignan.

La chambre des pairs a rejeté, à la fin de la séance du 22 mai, l'amendement de la commission tendant à substituer l'ancien tarif au tarif nouveau introduit par la chambre des députés sur les graines oléagineuses.

M. de Barthélemy a présenté dans la séance du 23, un nouvel amendement qui fixe le droit sur le sésame à 7 fr. 50 c. pour les pays situés sur la mer Blanche, la Baltique, la mer Noire et la Méditerranée; l'amendement Darblay avait porté ce droit à 10 fr.

La discussion continuait sur l'amendement de M. le marquis de Barthélemy au départ du courrier.

P. S. Une lettre particulière que nous avons sous les yeux, annonce que l'amendement a été rejeté à une majorité de 15 à 20 voix.

(Nouveliste de Marseille).

C'est en 1845 que doivent avoir lieu les élections pour le renouvellement triennal d'un tiers des membres du conseil-général et la moitié des membres du conseil d'arrondissement.

La révision annuelle des listes électorales et du jury a pour objet non seulement des inscriptions nouvelles, mais encore les radiations et rectifications résultant des changements survenus dans la position des électeurs et des jurés, depuis la dernière publication de ces listes.

En conséquence, les électeurs et les jurés inscrits sur les listes publiées en 1844, et closes définitivement le 16 octobre de ladite année, qui n'auraient plus la capacité légale, doivent le faire connaître avant le 1^{er} juin prochain, au maire de la commune où ils ont, les premiers, leur domicile réel et politique, et les seconds, leur domicile réel.

Les citoyens qui, ayant droit à l'inscription, n'auraient été omis sur ces dernières listes, ou qui, depuis leur clôture, auraient acquis la capacité légale, doivent également le déclarer à leur mairie, avant ledit jour premier juin, en remettant les pièces justificatives de leurs droits et la date de leur naissance.

Les listes révisées qui doivent être publiées le 15 août 1845, et closes définitivement le 16 octobre suivant, serviront, 1^{re} pour les élections à la chambre des députés, au conseil-général et aux conseils d'arrondissement, à partir du 21 octobre 1845 jusqu'au 21 octobre 1846; 2^e pour la formation du jury, à partir du 1^{er} janvier 1846 jusqu'au 31 décembre de la même année.

Un concours sera ouvert, le 25 août prochain, pour l'admission de chirurgiens-élèves dans les hôpitaux militaires de Metz, Strasbourg et Lille, et à l'hôpital militaire de perfectionnement de Paris.

Les examens auront lieu à Paris, Metz, Nancy, Strasbourg, Besançon, Lyon, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, Bastia, Bayonne et Perpignan.

Chaque candidat devra se faire inscrire à l'intendance militaire de la ville où il désirera concourir, et il sera donné dans les bureaux de l'intendance militaire communication des conditions d'admission au concours, dont le programme a été inscrit au journal militaire.

Le président de la chambre des députés vient de faire distribuer l'état des travaux de la chambre au 15 de ce mois.

Les projets de loi adoptés dans cette session sont au nombre de trente-trois, dont onze repris de la dernière session. Les projets les plus importants que la chambre a eus à examiner sont ceux relatifs au conseil d'état, aux actions de jouissance des canaux, le projet de loi sur les douanes, celui relatif à la contrefaçon, en France, des ouvrages publiés en Sardaigne, le projet sur les caisses d'épargne, sur la démonétisation des espèces de billon, etc.

Les projets de loi qui restent à voter sont au nombre de vingt-six : En voici la nomenclature :

Projet de loi relatif aux juges de paix. (En discussion.)

Projet de loi pour les théâtres. (Repris.)

Projet de loi sur l'instruction secondaire. (Repris.)

Projet de loi sur la police des chemins de fer. (Repris.)

Voici une première fois par la chambre des pairs, et revu amendé.

Projet de loi concernant la construction de divers édifices d'intérêt général. (A l'état de rapport.)

Projet de loi tendant à ouvrir des crédits extraordinaires pour les dépenses de l'Algérie, et annuler une portion des crédits antérieurement alloués.

Projet de loi sur la navigation intérieure.

Projet de loi relatif aux chemins de fer de Paris à Lyon et de Lyon à Avignon.

Projet de loi concernant les eaux-de-vie et esprits rendus impropres à la consommation comme boissons.

Projet de loi affectant un nouveau fonds aux travaux extraordinaires de fortifications.

Projet de loi relatif au service des correspondances transatlantiques.

Projet de loi tendant à accorder une pension à M. Vicat.

Projet de loi relatif à l'amélioration des ports, parmi lesquels figure celui de Bastia.

Projet de loi relatif aux chemins de fer de Paris à Strasbourg et de Paris à Nantes.

Projet de loi concernant des travaux à exécuter à l'hôtel de la présidence de la chambre des députés.

Projet de loi concernant des travaux à exécuter dans divers ministères.

Projet de loi concernant le régime des esclaves dans les colonies françaises.

Projet de loi concernant les palais des cours royales de Lyon et de Bordeaux.

Projet de loi concernant l'introduction de cultivateurs européens, et la formation d'établissements agricoles dans les colonies françaises. (Examiné par la commission des colonies.)

Projet de loi relatif à divers canaux.

Projet de loi pour l'amélioration des rades de Toulon et de Port-Vendres.

Projet de loi relatif au règlement définitif du budget de l'exercice 1843.

Budget de l'exercice 1846. (Dépenses et recettes.)

Projet de loi relatif à l'arsenal d'Amiens.

Projet de loi relatif à la cathédrale d'Amiens.

Projet de loi relatif aux fêtes de juillet.

Le nombre des propositions émanées de l'initiative des membres de la chambre est très considérable. La chambre a voté déjà six propositions : celles de M. Angerville, sur les irrigations; de M. de Bréquerville, concernant les restes mortels du général Bertrand; de MM. Cousture, Laurence, Dejean et Villeneuve, sur le domicile politique; de M. Davergier de Hauranne, tendant à substituer le vote public au vote secret; de M. de Muret de Bort, relative à la conversion des rentes; de MM. Lernaud, Quinel et Lerue, concernant les trottoirs.

Les propositions non adoptées par la chambre sont au nombre de dix.

Les propositions sur lesquelles la chambre aura à se prononcer, sont au nombre de neuf. Enfin deux propositions, celle de M. Chapsus de Montville, relative à l'abolition du timbre sur les feuilles publiques; et de M. de Lospinasse, sur l'arrière de la légion d'honneur, ont été retirées.

On dit que M. Jourdan, qui vient d'être remplacé dans la préfecture de la Corse, remplacera lui-même M. Vidailhan dans la préfecture des Basses-Alpes.

Le prince Napoléon Bonaparte, fils de l'ex-roi de Westphalie assistait avant-hier à la séance de la chambre des députés; il était placé dans l'une des tribunes réservées aux membres de la famille royale.

Il paraît certain que le gouvernement s'occupe en ce moment de l'élaboration d'un projet de loi relatif à la réforme postale. D'après ce projet, toutes les lettres envoyées dans l'intérieur du royaume seraient taxées au taux uniforme de 25 c., les franchises administratives seraient supprimées. En ce qui concerne les préfets, il leur serait accordé un supplément au fond d'abonnement, pour les indemniser des frais de correspondance. Mais que fera-t-on pour les maires qui sont autorisés sous le régime actuel à correspondre entre eux en franchise? Les communes feront-elles les frais d'un fonds spécial au budget pour frais de correspondance? C'est fort douteux, beaucoup d'ailleurs, dont la situation financière est déplorable, ne le pourraient pas.

Cette difficulté sera probablement résolue par le travail qu'on prépare. Espérons donc que la session prochaine ne s'écoulera pas sans qu'une loi, conforme au vœu public, soit rendue.

M. Horace Vernet vient d'adresser la lettre suivante au Constitutionnel : « C'est à tort qu'on a imprimé dans votre journal qu'il m'avait été signifié par les autorités marocaines de me retirer de leur territoire. Au contraire, je n'ai eu qu'à me louer du bienveillant accueil qui m'a été fait toutes les fois que je

Nouvelles Diverses.

Un ordonnance du roi, en date du 20 mai, publiée par le *Moniteur*, contient les dispositions suivantes sur les quarantaines :

« Art. 1^{er}. Les navires venant des Antilles ou du continent américain seront considérés comme étant en patente nette, et admis immédiatement à libre pratique dans tous les ports du royaume, lorsqu'ils auront eu à bord ni morts ni malades de la fièvre jaune, et que, dans cet intervalle, ces navires n'auront eu en mer aucune communication suspecte. »

« Dans le cas contraire, le navire sera soumis, sous les circonstances, à une quarantaine d'observation ou de rigueur, dont la durée sera fixée par l'administration sanitaire, dans les limites déterminées par le 1^{er} paragraphe de l'article 3 de notre ordonnance du 13 novembre 1839, sauf l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce. »

« Art. 2. Les provenances des ports du Maroc, de la Grèce et des îles Ioniennes, sont placées sous le régime de la patente nette, et seront admis immédiatement à libre pratique dans les ports du royaume, tant que l'état sanitaire de ces pays et des pays voisins continuera d'être satisfaisant et que la police sanitaire y sera soigneusement observée. »

« Art. 3. Les provenances du beylick de Tunis, en état de patente nette, ne seront plus soumises, dans les ports de France, qu'à une quarantaine d'observation de cinq jours. »

— Aux termes d'une circulaire du ministre de l'intérieur, du 9 de ce mois, les contributions assises sur les biens des communes et que celles-ci ne peuvent acquiescer, par insuffisance de revenus, doivent être considérées comme dette ordinaire, constituant une dépense obligatoire, et acquittées au moyen d'une imposition extraordinaire portant sur toutes les contributions directes payées dans la commune conformément aux règles en vigueur. En cas de refus du conseil municipal de voter l'imposition, il sera pourvu au paiement de la dépense en vertu de l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837.

— Le plus jeune fils du roi Jérôme Napoléon, actuellement prince de Montfort, vient d'arriver à Paris, venant de Florence. Ce prince habite rue Saint-Dominique-Saint-Germain l'hôtel de son beau-frère, le prince de Demidoff. M. le prince de Montfort est un beau et élégant cavalier. Le gouvernement lui a donné l'autorisation de rester trois mois à Paris.

On dit que M. Jourdan, qui vient d'être remplacé dans la préfecture de la Corse, remplacera lui-même M. Vidailhan dans la préfecture des Basses-Alpes.

Le prince Napoléon Bonaparte, fils de l'ex-roi de Westphalie assistait avant-hier à la séance de la chambre des députés; il était placé dans l'une des tribunes réservées aux membres de la famille royale.

Il paraît certain que le gouvernement s'occupe en ce moment de l'élaboration d'un projet de loi relatif à la réforme postale. D'après ce projet, toutes les lettres envoyées dans l'intérieur du royaume seraient taxées au taux uniforme de 25 c., les franchises administratives seraient supprimées. En ce qui concerne les préfets, il leur serait accordé un supplément au fond d'abonnement, pour les indemniser des frais de correspondance. Mais que fera-t-on pour les maires qui sont autorisés sous le régime actuel à correspondre entre eux en franchise? Les communes feront-elles les frais d'un fonds spécial au budget pour frais de correspondance? C'est fort douteux, beaucoup d'ailleurs, dont la situation financière est déplorable, ne le pourraient pas.

Cette difficulté sera probablement résolue par le travail qu'on prépare. Espérons donc que la session prochaine ne s'écoulera pas sans qu'une loi, conforme au vœu public, soit rendue.

M. Horace Vernet vient d'adresser la lettre suivante au *Constitutionnel* : « C'est à tort qu'on a imprimé dans votre journal qu'il m'avait été signifié par les autorités marocaines de me retirer de leur territoire. Au contraire, je n'ai eu qu'à me louer du bienveillant accueil qui m'a été fait toutes les fois que je

me suis trouvé en contact avec elles. J'affirme que j'ai pu visiter, sans aucun empêchement de leur part, les champs de bataille que j'avais mission de relever, et que je rapporte de mon voyage tous les documents nécessaires pour reproduire les dernières victoires de l'armée d'Afrique avec la scrupuleuse exactitude que j'ai mise jusqu'à présent dans mes ouvrages. »

— On écrit des environs de Genève, à la date du 20 mai :

« Toute la montagne, presque jusqu'au pied, est couverte de neige. Il en tombe encore au moment où nous écrivons. »

— On nous écrit d'Alger, le 20 mai :

« Le maréchal reçoit toujours les soumissions des tribus. »

« L'ordonnance rendue contre les achats de munitions de guerre par les indigènes a reçu son exécution; on a arrêté ces jours-ci à la porte Bab-Azoun un kahyle qui conduisait deux mulets chargés de plomb. »

— On lit dans le *Moniteur Algérien* :

« Le dernier courrier de l'Ouest a apporté par la voie de Tenex des nouvelles de M. le gouverneur-général. »

M. le maréchal, duc d'Alcy, continuait ses opérations dans l'Ouarsenis contre les tribus insurgées. Malgré un temps affreux l'état sanitaire des troupes était satisfaisant, les opérations présentaient les meilleures chances de succès.

— On lit dans l'*Akhbar* du 20 mai :

« On nous écrit de Constantine. » Dans les journées des 4 et 6 mai, M. le général Bedeau a rencontré les contingents réunis des tribus insoumises du Mont-Aurès. Il y a eu un engagement très vif dans lequel l'ennemi a éprouvé des pertes considérables. Les nôtres ont été presque insignifiantes. Cette double défaite déterminera sans doute les farouches montagnards à se soumettre. Ils en ont du reste déjà manifesté l'intention. L'année dernière, Monseigneur le duc d'Aumale avait voulu, en revenant de Biskara, faire une expédition chez eux, mais les pluies et les neiges l'en avaient empêché. »

— Le chemin de fer d'Alger à Blidah ne peut manquer d'être fait. La concession en est accordée à M. Redon.

Six ordonnances royales, portant nomination de pairs, ont été lues hier à la séance de la chambre des pairs. Sont élevés à cette dignité :

MM. le lieutenant-général Bulhière, le marquis de Raigecourt; M. le baron Sers, préfet de la Gironde; Vincent-Saint-Laurent, conseiller à la cour de cassation; Legerant de Monseigne, ancien député; Leclerc (du Calvados), ancien député.

M. Victor Hugo vient d'être nommé, à la chambre des pairs, rapporteur du projet de loi sur la conservation des trois monuments historiques.

Un fermier de Templeuve (Nord), M. H..., est mort bien malheureusement : en voulant couper, avec un rasoir, un cor qu'il avait à un doigt de pied il s'est blessé, et a été tué.

Une foule d'accidents se déclarèrent et l'opération devint nécessaire; mais la gangrène s'était emparée du malade et les secours restèrent inutiles.

Les capitaines au long-cours, réunis au Havre, lundi dernier, en assemblée générale, ont émis l'avis que les expériences publiées en France jusqu'à ce jour, sur le mode de navigation mixte au moyen de l'hélice et de la voile combinées donnent lieu d'espérer que ce système, dans l'application aux longs voyages, serait bien supérieur à celui des roues; et qu'il serait heureux, pour la marine française, que le gouvernement encourageât une entreprise qui emploierait des navires mixtes à une grande navigation, et donnerait ainsi la solution complète d'un problème du plus haut intérêt pour la puissance maritime, sous le rapport militaire et commercial.

— Nous lisons dans le *Fédéral* de Genève du 23 mai :

Le Grand-Conseil de Lucerne a entendu, dans la séance du 19 mai, lecture de la demande en grâce du docteur Steiger, dont la cour d'appel a confirmé le 17 la condamnation à mort.

Cette demande était appuyée par une pétition signée par 3000 hommes, 334 femmes et un grand nombre de servantes; à cette pétition étaient jointes

plusieurs recommandations d'autorités suisses et de fonctionnaires ecclésiastiques et laïques. Le docteur Steiger s'appuyait surtout, dans la demande, sur l'innocence et le dévouement de sa famille, et s'engageait, si la vie lui était conservée, à quitter pour toujours la Confédération et même le continent européen.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lushington. Dans le système auquel on s'est arrêté, il serait suppléé au droit de visite, tel qu'il existe actuellement, par la formation de deux escadres qui surveilleraient de concert sur la côte d'Afrique, les navires de leurs nations respectives, et par la destruction des dépôts d'esclaves établis sur divers points de cette côte par les chefs des peuplades nègres.

— On assure que le ministère vient de recevoir, par le capitaine Boet, la nouvelle de la clôture des négociations entre le duc de Broglie et le docteur Lush

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia
au bureau du Journal,
rue des Minimes.

A Paris, à l'Office
Correspondance de
JOLIVET et C^{ie}, Rue
Notre-Dame des Victoires
46. (Place de la Bourse)
entrée par la rue
Garnier, où l'on reçoit
les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIZ

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 »
Un an 16 »
Pour le Commerce 20 t.
Pour l'Étranger 24 »
PRIZ D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 »
Les lettres et en-
voies doivent être adre-
ssés francs.

Bastia.

ROUTE DE NEBBIO. — TRACÉ. — CONSTRUCTION D'UN
PONT SUR LE BIVINCO.

Les questions de travaux publics sont difficiles à traiter, car il faut y apporter beaucoup de circonspection et se défier des lumières que le simple bon sens paraît nous fournir et qui sont, parfois, en opposition avec les idées des hommes du métier. Tout d'abord on croit vous objecter que votre aptitude peut être révoquée en doute et que là où l'ingénieur a prononcé, il n'y a plus rien à dire. Sans doute, en principe, cela est vrai sous un certain point de vue et dans de certaines limites; mais ce qui n'est pas moins sûr, c'est que souvent les hommes spéciaux se trompent et se trompent avec les meilleures intentions du monde et cela même dans les questions qu'ils ont le mieux étudiées. Quelquefois se préoccupant exclusivement de l'avantage que présentent des travaux conçus dans tel ou tel sens, ils n'en voient pas et n'en peuvent pas voir les inconvénients. Dans ce cas là c'est un devoir pour la presse de faire ressortir ce qui reste dans l'ombre; d'appeler un examen contradictoire et de provoquer une étude plus accomplie, plus approfondie de l'objet en litige. C'est là ce que nous nous proposons de faire aujourd'hui en quelques mots sur le tracé que l'on a donné à la partie de la route du Nebbio qui, à partir d'Olmeta, côtoie le Bivincio et vient aboutir à la grande route de Bastia à Ajaccio, et aussi sur le meilleur emplacement à choisir pour établir le pont sur lequel cette route doit franchir le Bivincio.

Il se trouve sur la route, en face de St-Etienne un endroit qui, au premier abord, paraît très convenable pour y établir le pont dont il s'agit. Le lit du torrent est resserré; des deux côtés, deux rochers s'élèvent solides et paraissent être là tout exprès pour recevoir une arche. C'est probablement cette situation qui aura séduit et qui aura fait négliger d'examiner si, à côté de ces avantages, il n'y avait pas de notables inconvénients. Signalons-les donc, et si leur somme surpasse le faible avantage que nous sommes les premiers à reconnaître, force sera bien d'abandonner ce point.

D'abord, pour arriver à ce pont, il faudra que la route paraisse de grands détours, de sorte que la route paraitra être faite pour le pont et non le pont pour la route: c'est déjà un mal. Mais ce n'est pas tout. Pour atteindre ce pont, il faudra en construire deux autres. Nous ne voyons pas l'utilité qu'il y a à multiplier ces travaux d'art. Mais ce n'est pas tout encore. Ce pont d'un accès si difficile ne sera pas plus aisé à atteindre, car la montagne de St-Etienne formée par une nature de rochers très-friables

donnera lieu à des éboulements fréquents et considérables qui encombreront à chaque instant le passage, nécessiteront des travaux continus d'entretien et rendront presque continuellement impraticable le pont lui-même. Ne sont-ce pas là des considérations dont il faut tenir un compte sérieux et que devient dès lors la situation qu'on a trouvée bonne sous un rapport, mais qui cesse de l'être quand on l'examine non plus d'une façon abstraite, pour ainsi dire, en l'isolant des conditions du terrain environnant. Qu'on consulte à cet égard tous les habitants du Nebbio et nous ne craignons pas qu'on rencontre une opinion en contradiction avec celle que nous formulons ici. La place naturelle de ce pont, puisqu'il faut que la route passe sur la rive droite de Bivincio, c'est beaucoup plus haut qu'il faut la choisir et non pas au milieu même de la gorge de la vallée; il faut établir ce pont là où son accès sera facile, où il faudra faire le moins de détours possibles pour y arriver et où la configuration du sol n'occasionnera pas des embarras journaliers et presque irrémédiables à cause de leur continuité même. Le pont à construire sera peu-être un peu plus long, il n'aura pas pour point d'appui deux rochers, espèce d'arcs boutants qui la nature aurait semblé avoir placé là pour séduire l'imagination, mais il ne sera pas moins aisé d'établir un pont solide et qui rendra les véritables services pour lesquels il doit être édifié. D'un côté nous voyons donc un avantage compensé et au-delà par de grands inconvénients de plus d'une espèce; de l'autre, nous ne voyons qu'avantages, sans un embarras réel; nous nous expliquerions avec peine qu'on se fût à une première idée qui nous paraît avoir été conçue un peu trop à la hâte et d'une façon trop exclusive.

Nous avons entendu aussi plusieurs personnes se plaindre du tracé qu'on se propose de suivre à partir de ce pont. Au lieu de suivre le lit du torrent, on s'élève plus haut dans la montagne; on se condamne à des pentes très-fortes, à des détours, à des montées et à des descentes qui rendront pour le piéton et le cavalier cette partie de la route d'un usage à peu près inutile. Il est vrai qu'en s'abaissant près du cours de Bivincio on serait forcé de faire jouer la mine pour faire sauter les rochers, mais outre que le surcroît de dépenses serait annulé par le moins long développement de la route, elle gagnerait encore en solidité, en suivant un terrain ferme, on qu'on pourrait solidifier à peu de frais et sans grand peine par les débris des rochers eux-mêmes qu'on serait obligé de faire sauter. En s'élevant, au contraire, dans la montagne, il faudra de grands travaux d'art pour consolider les terres friables qu'on déplacera; il faudra traverser des propriétés qui nécessiteront peut-être des indemnités et par conséquent de plus fortes dépenses

et par là même des retards causés par les formalités administratives, relatives à l'expropriation forcée: considérations dont il importe cependant de tenir compte, car s'il faut faire cette route, et aujourd'hui ce n'est plus un point contesté puisqu'on s'occupe de son tracé définitif, il faut la faire le plus promptement, aux moindres frais possibles, et il faut qu'elle procure aux industriels habitants de la vallée de Nebbio un moyen facile d'écouler leurs produits à Bastia et de rapporter chez eux ce dont ils ont besoin pour développer les germes de prospérité qui existent dans la riche vallée du Nebbio.

Nous le répétons, nous soumettons ces réflexions qui ne sont point dictées par un esprit étroit de critique chicanière, mais par l'intérêt que nous inspire la prospérité de notre pays, nous les soumettons à qui de droit. Nous en appelons d'une résolution prise peut-être à la hâte, à une résolution mieux étudiée qui tienne compte du bien et du mal, et nous ne doutons pas que l'ingénieur habile qui dirige les travaux de notre arrondissement, qui déjà nous a donné tant de preuves de son dévouement et de son zèle pour les intérêts de notre pays, n'admette la convenance de la possibilité d'un examen qui lui permette d'adopter, pour la route du Nebbio, une solution qui satisfasse et les règles de l'art et les exigences des habitants de cette riche vallée qui attendent avec tant d'impatience non seulement une route, mais une bonne route qu'il est si facile de leur donner et à laquelle ils ont plus d'un droit.

M. Iliani, directeur de l'importante usine qu'il a fondée à Corte, pour l'exploitation de beaux marbres et granits qui gisent en abondance près de cette ville, vient de recevoir une commande considérable, puisqu'elle s'élève à 150,000 fr., pour envoyer à Paris les marbres qui serviront à décorer le tombeau de l'Empereur Napoléon, aux Invalides. Nous nous réjouissons vivement de la résolution qu'on a prise, d'abord, parce que, ainsi que nous l'avions dit dans le temps, il était convenable qu'on demandât à la France, à la Corse surtout, les pierres dures qui devaient entrer dans la construction de ce monument national, et ensuite parce que nous voyons encourager noblement une entreprise dont M. Iliani a été assez heureux pour doter notre pays. Quand nos marbres auront été appréciés à Paris comme ils méritent de l'être, les artistes s'adresseront sans doute à la Corse pour lui demander des produits qui se recommandent à tant de titres; notre île aura conquise une nouvelle branche d'industrie et M. Iliani aura ainsi rendu à notre pays un service signalé.

dit sis dans la rue militaire *della Calanche*, au-dessous du château, moyennant le prix principal de cent-vingt francs, dont cent revenant au sieur Guelfucci et vingt aux frères Albertini.

De laquelle remise nous avons donné acte à M. le procureur du roi, qui, après lecture faite, a signé avec nous le présent.

Signés: RAFFAELLI. — SANTELLI.
Enregistré gratis à Corte le dix-sept janvier mil huit cent quarante-cinq, folio 35, v^o case 3 et 4.

Signé: H. CASABIANCA.
Pour extrait conforme délivré à la requête du ministère public.

Le greffier du tribunal,
Signé: SANTELLI.
Enregistré gratis à Corte le dix mai mil huit cent quarante-cinq, folio 91, v^o case 3.

Signé: H. CASABIANCA.

L'an mil huit cent quarante-cinq le dix-sept mai à Corte, à la requête de M. le préfet du département de la Corse, demeurant à Ajaccio, ayant domicile en l'hôtel de la préfecture, et de M. le sous-intendant militaire domicilié et demeurant à Bastia, en tant que cela peut être nécessaire, tous deux représentant l'Etat, et M. le ministre de la guerre pour l'administration du génie militaire; je soussigné Cortegiani Dominique, huissier, reçu, immatriculé et exerçant près le tribunal de première instance séant à Corte, y demeurant, ai notifié et certifié à M. Raffaeli procureur du roi audit tribunal, demeurant à Corte, l'acte de dépôt ci-dessus transcrit de l'acte de vente passé comme dit et au même dépôt, j'ai déclaré en outre à mon dit M. le procureur du roi que mes requérants, au nom qu'ils agissent, feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'art. 683 du code de procédure civile. Le but de la présente signification est pour purger en conformité des articles 2193 et 2194 du code civil de toutes hypothèques légales, qui compétent ou peuvent compter à la dame Felicità, née Arrighi de Casanova, femme du sieur François-Louis Guelfucci, avocat, pour elle et pour ses enfants mineurs, et autant que de besoin audit sieur Guelfucci; à Marie-Ursule, née Costa, femme du sieur Léonard Albertini, et autant que de besoin audit sieur Albertini Léonard; à Ignace Albertini et François Albertini, tous majeurs, domiciliés et demeurants à Corte, sur l'immeuble appartenant audit sieur Guelfucci et aux dits frères Albertini, Léonard, Ignace et François, et désigné dans l'acte de vente passé pardevant M^{re} Canale notaire en cette ville, le vingt-six février mil huit cent quarante-trois, dûment enregistré, et afin que mon dit M. le procureur du roi, et le sieur Guelfucci, et les frères Albertini n'en ignorent, je leur ai laissé à chacun séparément copie du présent et de l'acte de dépôt ci-dessus transcrit à leur domicile.

Signé: CORTEGIANI.
Enregistré gratis à Corte le dix-neuf mai mil huit cent quarante-cinq, folio 41, v^o case 8.

Signé: H. CASABIANCA.
Pour copie conforme:
Le capitaine du génie en chef,
DE COSTA.

Extrait de la minute existant au greffe du tribunal civil séant à Corte.

L'an mil huit cent quarante-cinq, le vingt-trois du mois d'avril, au greffe du tribunal de première instance séant à Corte.

Pardevant nous Santelli, greffier dudit tribunal, est comparu M. Raffaeli, procureur du roi au même siège et nous a fait le dépôt d'une expédition authentique d'un acte passé le vingt-quatre juillet, mil huit cent quarante-quatre, pardevant M^{re} Canale, notaire en cette ville, au moyen duquel les nommés 1^{er} Lysandre Ferrovocchio, journalier; 2^e Marie, née Ferrovocchio, épouse du sieur Pierre Minozzi, journalier; 3^e Rose Ferrovocchio; 4^e Marie-Antoinette, née Ferrovocchio, épouse du sieur Dominique-Antoine Mariotti, tous domiciliés et demeurants en cette ville, ont vendu, cédé et délaissé au département de la guerre, leur maison composée d'une cave, deux étages et un grenier, ainsi que vingt-deux mètres carrés et soixante-trois centimètres de site ou terrain moyennant le prix de huit cent francs, ladite maison et dépendances sises au lieu dit *Calanche* au pied du bastion 8, devant le château de cette fortification.

De laquelle remise nous avons donné acte à M. le procureur du roi, qui, après lecture faite, a signé avec nous.

Signés: RAFFAELLI. — SANTELLI.
Enregistré gratis à Corte le vingt-neuf avril mil huit cent quarante-cinq, folio 85, v^o case 7^e.

Signé: H. CASABIANCA.
Pour extrait conforme, délivré à la requête de M. le procureur du roi.

Le greffier du tribunal,
Signé: SANTELLI.

L'an mil huit cent quarante-cinq, le vingt mai à Corte, à la requête de M. le préfet du département de la Corse, demeurant à Ajaccio, ayant domicile en l'hôtel de la préfecture, et de M. le sous-intendant militaire, domicilié et demeurant à Bastia en tant que cela peut être nécessaire, tous deux représentant l'Etat, et M. le ministre de la guerre, pour l'administration du génie militaire; je soussigné Cortegiani Dominique, huissier, reçu, immatriculé et exerçant près le tribunal de première instance séant à Corte, y demeurant, ai notifié et certifié à M. Raffaeli, procureur du roi audit tribunal, demeurant à Corte l'acte de dépôt ci-dessus transcrit de l'acte de vente passé comme dit et au même dépôt, j'ai déclaré en outre à mon dit M. le procureur du roi que mes requérants, au nom qu'ils agissent, feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'art. 683 du code de procédure civile. Le but de la présente signification est pour purger en conformité des articles 2193 et 2194 du code civil de toutes hypothèques légales, qui compétent ou peuvent compter à Marie née Casanova, femme de Lysandre Ferrovocchio, pour elle et pour ses enfants mineurs, à Marie, née Ferrovocchio, femme de Pierre Minozzi pour elle et ses enfants mineurs, à Rose Ferrovocchio, à Marie-Antoinette, née Ferrovocchio, femme de Dominique-Antoine Mariotti, tous majeurs domiciliés et demeurants à Corte, sur l'immeuble appartenant auxdits frères et sœurs Ferrovocchio et désigné dans l'acte de vente passé pardevant M^{re} Canale notaire en cette ville, le vingt-quatre juillet, mil huit cent quarante-quatre dûment enregistré, et afin que mon dit M. le procureur du roi, et les conjoints Minozzi, Ferrovocchio, Mariotti et Rose Ferrovocchio n'en ignorent je leur ai laissé à chacun séparément copie du présent et de l'acte de dépôt ci-dessus transcrit, à leur domicile.

Signé: CORTEGIANI.
Enregistré gratis à Corte le vingt mai mil huit cent quarante-cinq, folio 41, v^o case 8^e.

Signé: H. CASABIANCA.
Pour copie conforme:
Le capitaine du génie en chef,
DE COSTA.

Varices

et autres maladies des membres, soulagement prompt et souvent guérison par l'usage des BAS ELASTIQUES en caoutchouc de Leperdriel pharmacien à Paris, faubourg Montmartre, 78. (7327.)

SIROP D'ÉCORCES D'ORANGES,

TONIQUE ANTI-NERVEUX,
de J. P. LABOZE pharmacien à Paris.

Les expériences de M. le baron Leclère, docteur en médecine de la Faculté de Paris, prouvent son efficacité dans l'absence d'appétit, mauvaise digestion, convalescences trahissantes, langueur, dépression, constipation, débilitation organique, gastralgie, gastrite aiguë ou chronique, à 1 fr. le flacon avec la notice sur son application. Dépôt chez M. Thumin pharmacien, rue de Rome, 46, à Marseille. (7368.)

La CRÉOSOTE-BILLARD contre les MAUX DE DENTS

enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires: MM. Sampolo à Ajaccio; Pomonti à Bastia; Sanguinetti à l'Île-Rousse. (7385.)

AVIS AUX CULTIVATEURS.

M. MANSSON MICHELSON qui a obtenu un brevet d'invention pour ses instruments aratoires, persuadé qu'il rendra un grand service à la Corse, en les propageant dans toutes les communes rurales, où s'ils étaient connus, employés et appréciés, donneraient un grand développement à l'industrie agricole de notre département, vient d'établir à Bastia un dépôt de son scarificateur à train et à roues, nommé *Herse-Bataille*, chez M. Berlingeri à Bastia, lequel se charge de toutes les demandes qu'on pourrait lui adresser relativement aux instruments aratoires.



Pour faciliter les personnes qui désirent aller voir l'illumination de Pise (*Luminara di Pisa*) un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry frères partira de Bastia pour Livourne le 11 et le 15 juin prochain à 7 heures du matin, et repartira de Livourne les 12 et 17 à 6 heures du soir.

Le bateau à vapeur la LETIZIA, partira de Bastia pour Marseille Dimanche prochain 1^{er} juin à 8 heures du matin, et repartira de Marseille pour Bastia, le 8 dito à la même heure.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

LIVOURNE 23 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
PORT-VENDRES 23 id. bat. à vap. de l'Etat Météore, de 160 chev. c. Geoffroi, 10^e de ligne.
PORT-VENDRES 23 id. bat. à vap. de l'Etat Cerbère de 160 chev. c. Davigni, 10^e de ligne.
GENÈS 24 id. tartane Adonis, français, de 56 tx, c. Belot, en lest.
PORT-VENDRES 25 id. gabarre de l'Etat Perdrix, 10^e de ligne et effets militaires.
LIVOURNE 26 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.
DE LA PLAGE, 26 id. goélette St-Joseph, français, de 38 tx, c. Gabrielli, vin et bois.
MARSEILLE 26 id. bat. à vap. Leilaia, français, de 73 tx, c. Valzi, diverses et passagers.
AJACCIO 27 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
PORTO-TORRE (Sardaigne) 28 id. mistick St-Vincent-Ferreri, français, de 30 tx, c. Battistini, from.

DÉPARTS.

LIVOURNE 21 mai, brick-goélette Conception, français, de 60 tx, c. Belgodere, en lest.
LIVOURNE 21 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
MARSEILLE 23 id. paquebot Napoléon, français, de 120 chev. c. Blanc, dépêches et passagers.
LIVOURNE 23 id. bk Général Sebastiani, français, de 119 tx, c. Valzi, en lest.
AJACCIO 24 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
MARSEILLE 25 id. bk-gtte Corse, français, de 49 tx, c. Marinelli, bois et divers.
LIVOURNE 24 id. bk-goël. Solenzara, français, de 69 tx, c. Monoplia, passagers.
LIVOURNE 24 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.
PORT-VENDRES 27 id. bat. à vap. de l'Etat Cerbère, de 160 chev. c. Davigni, 8^e de ligne.
PORT-VENDRES 27 id. bat. à v. de l'Etat Météore, de 160 chev. c. Geoffroi, 8^e de ligne.
PORT-VENDRES 28 id. gabarre de l'Etat Perdrix, de 600 tx, c. Caradec, 8^e de ligne et effets militaires.
AJACCIO 28 id. bk-gtte Ville de Bastia, français, de 75 tx, c. Zuanzi, fer et divers.
MARSEILLE 28 id. bk-gtte Constance, français, de 38 tx, c. Valzi, diverses.
LIVOURNE 28 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
MARSEILLE 29 id. tartane Mexicain, français, de 45 tx, c. Rounard, fer en fonte.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANT.